

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 517
Sept. - Oct. - Nov. 2015
52^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANSCENUMERO

- Non à l'intervention militaire française en Syrie!
- Le capitalisme français et la Turquie
- A propos des luttes paysannes
- Espagne. La police assassine à Salou un immigré. Flics catalans assassins! Municipalité, Généralité, Etat coupables!
- Algérie. Le Parti des ennemis des Travailleurs

Pour une position de classe dans la question des réfugiés

Avec l'arrivée depuis cet été de masses importantes de réfugiés, le «problème des migrants» a pris une dimension nouvelle en Europe: début novembre le H.C.R. (Haut Commissariat au Réfugiés, organisation onusienne) estimait que depuis le début de l'année, plus de 740.000 migrants avaient traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe (3400 avaient péri dans le voyage) contre 216 000 pour toute l'année 2014. Les plus nombreux étaient les Syriens (53% du total, une proportion qui ne cesse de croître), suivis des Afghans (18%), des Irakiens (6%), des Erythréens (5%), des Nigériens (3%), des Pakistanais (2%), etc.

La plus grosse partie (plus de 600.000) était arrivée d'abord en Grèce pour ensuite se diriger vers les pays du nord de l'Europe via les Balkans; mais il y avait eu aussi plus de 140.000 arrivées en Italie et 2800 en Espagne.

Cette arrivée massive de réfugiés a provoqué une véritable crise au sein de l'Union Européenne dont les pays membres n'ont pas réussi à adopter une politique commune. Au printemps la Commission européenne, qui ne voulait pas réserver à l'Italie et à la Grèce le problème à résoudre de l'accueil des demandeurs d'asile, proposait que ces derniers soient répartis dans les divers pays européens selon des «quotas» au prorata de leur population.

Cette proposition était immédiatement rejetée par la Grande-Bretagne, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Tchéquie, les Pays Baltes et la France. Le 16 mai Hollande déclarait ainsi: «il n'est pas question qu'il y ait des quotas d'immigrés, parce que nous avons des règles [sur] le contrôle des frontières et des politiques de maîtrise de l'immigration».

Pour les capitalistes, les frontières ne peuvent s'ouvrir qu'aux flux de capitaux et de marchandises, pas aux hommes et aux femmes. Evidemment le fait que l'impérialisme, et l'impérialisme français en particulier, n'hésite pas à violer les frontières des autres pays pour y déverser des bombes ou des soldats et qu'il porte une part écrasante de responsabilité dans les situations de détresse qui obligent des centaines et centaines de milliers de personnes à fuir leur pays, n'entre pas en ligne de compte. Les migrants peuvent bien périr en mer, le plus important c'est de contrôler l'immigration!

Il ne s'agit pas là, comme on le fait croire, de «protéger» les travailleurs nationaux de

(Suite en page 3)

Attentats de Paris:

Le capitalisme est responsable Guerre de classe contre le capitalisme!

«Nous sommes en guerre!», tel a été le leitmotiv des personnalités gouvernementales comme des politiciens des divers partis, après les meurtriers attentats de Paris.

Mais en fait ce n'est pas d'hier que l'impérialisme français est en guerre, même si jusqu'ici les populations françaises n'en ressentaient guère les contrecoups dans leurs chairs.

Il y a un peu plus d'un an Hollande annonçait en grande fanfare la décision de participer aux bombardements américains en Irak, décision qui fut suivie par l'envoi sur le terrain de plusieurs dizaines de commandos des «Forces Spéciales»; il y a quelques semaines le gouvernement décidait de participer aux bombardements en Syrie; il y a quelques jours il annonçait l'envoi dans le Golfe Persique d'un groupe aéronaval (porte-avions, sous-marin nucléaire d'attaque et navires de guerre en protection) pour intensifier sa participation à la guerre en Irak et en Syrie. Sous le gouvernement dit «de gauche», l'impérialisme français fait preuve d'une poussée d'agressivité militaire qu'il n'avait pas connue depuis... les années Mitterrand.

Il s'agit cependant d'une vieille et sinistre tradition impérialiste tricolore; sous Sarkozy, les cercles impérialistes avaient été à l'origine de la guerre en Libye qui a plongé ce pays dans un chaos dont il n'est toujours pas sorti. On ne compte pas le nombre des interventions militaires en Afrique depuis la fin officielle des colonies;

rappelons seulement les responsabilités françaises dans le génocide des Tutsi au Rwanda qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts. Quant aux guerres coloniales, elles ont causé aussi des centaines et des centaines de milliers de victimes.

L'impérialisme français est sans doute l'un des plus rapaces et sanglants représentants de l'impérialisme, ce système de domination de la planète par une poignée de grands centres capitalistes et d'Etats à leur service; mais, comme ses confrères, il est aussi en guerre contre ses propres prolétaires, n'hésitant pas à user de la violence la plus brutale pour maintenir l'ordre bourgeois et les profits capitalistes.

Sans remonter aux terribles massacres par lesquels il a répondu aux révoltes ouvrières tout au long du dix-neuvième siècle, souvenons-nous de la tuerie en octobre 1961 par la police de centaines de travailleurs algériens manifestant pacifiquement à Paris. Le gouvernement vient d'ailleurs de décréter l'«état d'urgence», une mesure d'exception créée lors de la guerre d'Algérie et qui avait déjà été utilisée en 2005 lors des émeutes des banlieues...

Lorsque la décision avait été prise de participer aux bombardements en Irak, le gouvernement avait appelé à «l'union nationale» pour soutenir une guerre à laquelle il affirmait participer pour protéger la population française comme la population irakienne contre les crimes terroristes; ces appels à l'union entre tous les citoyens ont été réité-

rés depuis et ils le sont à nouveau aujourd'hui.

Il s'agit en réalité d'appels aux prolétaires à se solidariser avec «leur» impérialisme national, c'est-à-dire avec les capitalistes qui les exploitent, qui oppriment les prolétaires et les masses déshéritées des pays dominés, qui pillent la planète et qui mènent des guerres incessantes. L'union nationale ne sert que la bourgeoisie, les prolétaires en sont toujours les victimes, que ce soit en étant exploités sur leur lieu de travail, en servant de chair à canon.

Toutes les mesures dites de sécurité qui depuis des mois et des années sont continuellement renforcées (plans vigipirate, mobilisation de l'armée, espionnage massif des communications, etc.) n'ont jamais servi à protéger les populations, comme le démontrent une fois de plus les derniers attentats; elles ne servent qu'à protéger les intérêts des bourgeois et à défendre le système capitaliste par l'intimidation des «fauteurs de trouble» potentiels et tout particulièrement des prolétaires.

L'Etat bourgeois est cent fois plus efficace pour arrêter des travailleurs qui déchirent la chemise de leur patron que pour empêcher des attentats contre les habitants de Paris: démonstration que les victimes civiles ne sont jamais que des «dommages collatéraux» dans les entreprises impérialistes, sous les bombes en Syrie et en Irak

(Suite en page 2)

Turquie: ce ne sont pas les élections et les appels à la paix, mais la guerre de classe qui seule pourra mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la répression!

Contrairement aux indications des sondages et aux prévisions de la plupart des analystes politiques, le parti gouvernemental AKP (Parti de la Justice et du Développement) a remporté une victoire éclatante aux élections du premier novembre, obtenant la majorité absolue des sièges qu'il recherchait. Les discours autoritaires de ses dirigeants et le climat de quasi-guerre civile contre le PKK entreteni par le gouvernement, lui a permis de capter des voix du parti ultra-nationaliste (et anti-kurde) MHP (Parti du Mouvement Nationaliste), mais aussi de la partie la plus réactionnaire et religieuse de l'électorat kurde. Quant au HDP (Parti

Démocratique des Peuples), s'il conserve une écrasante majorité dans les régions kurdes (par exemple il obtient 73% des suffrages, contre 79% en juin, à Diyarbakir, la plus grande ville kurde: les prolétaires comme les bourgeois votent pour lui dans ces régions), il enregistre un net recul qui douche ses espoirs électoraux, même s'il dépasse, de peu, la barre des 10% au niveau national qui permet d'avoir des députés. Un autre trait de ses élections a été la forte participation au scrutin. Pourtant ce ne sont pas les urnes qui peuvent résoudre les problèmes des prolétaires et des masses laborieuses de Turquie.

Samedi 10 octobre, un terrible attentat a frappé la manifestation organisée, dans la cadre de la campagne électorale, par le parti «pro-kurde» d'opposition HDP et diverses formations de gauche (comme le syndicat DISK, un syndicat des Fonctionnaires, l'Union des Médecins, l'Union des Architectes, etc.), pour la démocratie, la sécurité des emplois et la «paix» - c'est-à-dire de la reprise des négociations entre le PKK (Parti des Travailleurs Kurdes, organisation nationaliste kurde engagée depuis des années dans des actions de guérilla au Kurdistan turc), et les autorités gouvernementales; on a relevé plus de cent morts et plus de 240 blessés. Les organisateurs ont dénoncé la responsabilité

du gouvernement dans cet attentat.

Il s'inscrit en effet dans un climat de tension politique croissante; en juin dernier un attentat à Diyarbakir, au Kurdistan, contre un meeting électoral du HDP avait déjà eu lieu, faisant 4 morts et 400 blessés; le 20 juillet un attentat suicide commis par un jeune djihadiste kurde à Suruc, ville frontière avec la Syrie, avait fait 33 morts lors d'un rassemblement de jeunes maoïstes proches du HDP. Si la responsabilité de l'«Etat Islamique» semble avérée dans ces deux cas, le soutien longtemps accordé par le pouvoir à cette organisation et son hostilité aux combattants kurdes syriens de Kobané, laissent planer des soupçons sur l'implication des autorités.

L'AKP, le parti islamico-conservateur au gouvernement, et le président Erdogan, n'ont cessé d'accuser de «terrorisme» non seulement le PKK qui a mis fin à la trêve des combats après l'attentat de Suruc, mais le HDP lui-même et son leader Demirtas. Des dizaines de permanences de ce parti ont été attaquées et parfois incendiées par des nerfis liés à l'AKP au cours des dernières semaines sans que la police les en empêche; au contraire c'est contre Demirtas qu'a été ouverte une information judiciaire pour «insulte au peuple turc, aux institutions et organes d'Etat, au président», «provocation à commettre des crimes et au terroris-

(Suite en page 4)

Attentats de Paris: Le capitalisme est responsable Guerre de classe contre le capitalisme!

(Suite de la page 1)

comme dans les rues ou les lieux de concert de la capitale.

Mais les cadavres des victimes sont cyniquement utilisés pour alimenter les campagnes d'union nationale et de soutien à l'Etat et à ses forces de répression, et pour susciter l'adhésion aux campagnes militaires. D'ores et déjà les politiciens des partis de droite et de gauche multiplient les déclarations martiales. Rien d'étonnant à cela: en fidèles partisans de l'impérialisme, ils avaient déjà approuvé les récentes interventions militaires françaises en Libye, en Afrique et au Moyen-Orient; ils sont également unanimes pour soutenir les actions du gouvernement et appeler à l'union interclassiste.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser par ces représentants ou ces servi-

teurs de la bourgeoisie; ils ne doivent accorder aucune confiance au gouvernement et aux institutions de l'Etat bourgeois, qui sont au service exclusif de leurs ennemis de classe. Les sanglantes attaques de Paris et Saint Denis sont la conséquence des agissements criminels de ces derniers, les djihadistes répondant par des actes terroristes individuels au terrorisme à grande échelle des impérialistes.

Vouloir se protéger du terrorisme djihadiste ou le combattre en se rassemblant derrière l'Etat bourgeois, ne signifierait pas seulement pour le prolétariat accepter de se rendre complice du terrorisme impérialiste; cela signifierait aussi accepter de rester l'éternelle victime consentante du capitalisme.

Les attentats de Paris et d'Ankara, ceux de Beyrouth ou du Tchad, comme les guerres en Ukraine ou au Moyen-Orient, sont la préfiguration de l'avenir de misère, de mas-

sacres et de guerres généralisées que le capitalisme en crise réserve au prolétariat et aux masses du monde entier.

Pour y échapper il n'y a pas un camp bourgeois à choisir contre un autre; il n'y a d'autre solution que la destruction du capitalisme, destruction qui ne peut s'accomplir que par la révolution communiste internationale.

Parce qu'il est la classe sociale dont l'exploitation fait vivre le capitalisme, le prolétariat possède en lui la capacité d'en finir avec le mode de production capitaliste et la société d'injustice et d'oppression, de guerres et de massacres, édifiée sur ses bases: il suffit qu'il refuse de continuer à se laisser exploiter pour faire s'écrouler ce gigantesque édifice.

C'est la voie de la reprise de la lutte prolétarienne, de la guerre de classe révolutionnaire contre toutes les bourgeoisies et tous les Etats bourgeois; elle implique de briser les liens patiemment tissés depuis des décennies pour tenir le prolétariat enfermé dans l'interclassisme, de rompre avec les multiples forces et institutions de la collaboration de classe, d'abandonner les illusions dans l'union nationale, la démocratie et l'Etat

, qui sont entretenues par tout un ensemble d'amortisseurs sociaux, afin de trouver les forces et les armes de classe et de reconstituer l'organisation politique pour mener le combat.

Ce n'est pas une voie facile, rapide ou sans risques; mais le prolétariat s'y est déjà historiquement engagé lorsque par le passé il s'est lancé à l'attaque des citadelles capitalistes. Il devra nécessairement s'y engager à nouveau demain, sur la base des positions politiques, programmatiques et théoriques marxistes inlassablement défendues par la Gauche Communiste, sans se laisser arrêter ni intimider par les coups de l'adversaire. Il trouvera alors la force de venger toutes les victimes du capitalisme en mettant définitivement fin à ce système infâme.

**Non aux guerres capitalistes!
Non à l'union nationale!
Pour la reprise de la lutte de classe!
Pour la révolution communiste internationale!**

14/11/2015

Non à l'intervention militaire française en Syrie!

Lundi 7 septembre, Hollande annonçait que dès le lendemain des avions militaires français allaient mener des opérations de reconnaissance au dessus de la Syrie, en préparation de futurs bombardements contre l'organisation «Etat Islamique» (EI) dans ce pays. Le jeudi 16 septembre Manuel Valls, reprenant comme à l'habitude les thèmes de propagande de l'ancien président américain G. Bush, déclarait devant les députés que «la France est en guerre contre le terrorisme» et que cette guerre serait «longue». Le porte-avion nucléaire «Charles de Gaulle» et son groupe aéronaval devrait participer à l'intervention d'ici quelques semaines.

La décision du gouvernement a rencontré le soutien presque unanime des partis politiques; à droite certains hommes politiques ont soutenu que des bombardements seraient insuffisants et qu'il faudrait aussi que des soldats aillent se battre sur le terrain, tandis que les centristes de l'UDI préconisaient une alliance avec Bachar El Assad, et Fillon une entente avec la Russie et l'Iran. A gauche, les Verts ne se sont pas opposés aux bombardements; mais ils considèrent que l'action militaire ne suffit pas (exactement ce que dit Valls!), tandis que le Front de Gauche n'approuvait pas «l'extension de notre [sic!] engagement à la Syrie», tout en soutenant «avec détermination le principe d'une force militaire contre Daech» (déclaration au parlement du député PCF porte-parole du FdG). Ces **sociaux-impérialistes** n'ont rien contre l'intervention militaire française (ils ont approuvé l'intervention en Irak), mais à condition qu'elle se fasse dans le cadre de l'ONU et en «associant l'ensemble des acteurs régionaux».

Plus précis, le Parti de Gauche, a déclaré dans un communiqué qu'«une opération militaire unilatérale de la France et de ses alliés de l'OTAN sans coordination avec l'armée syrienne et les forces kurdes conduirait à une aggravation de la situation». Il n'a donc aucune opposition de principe à une intervention militaire, mais demande une réorientation de la politique impérialiste française – qui est de fait en cours. D'opportuns sondages d'opinion sont venus nourrir cet unanimité guerrier en indiquant qu'une écrasante majorité de français seraient favorables à une guerre en Syrie, y compris avec envoi de troupes au sol!

UN AN D'INTERVENTION MILITAIRE

Depuis l'été 2014 des avions français participent à la coalition américaine contre l'EI (qui regroupe une quarantaine de pays); la France devenait ainsi le premier pays à rejoindre militairement l'opération américaine en Irak. Cette intervention française avait été approuvée par tous les grands partis (et même implicitement par les trotskystes du NPA). Il s'agit de l'opération dite «Chammal», comprenant des chasseurs-bombar-

diers et forte de 800 hommes (dont cent «instructeurs» militaires) à Bagdad et Erbil) et qui aurait effectué plus de 200 bombardements, selon les déclarations officielles, à prendre, évidemment, avec des pincettes (1). L'opération avait été justifiée à grand bruit au nom du sort des Chrétiens et des Kurdes menacés par l'EI; aujourd'hui le gouvernement maintient le silence sur les attaques menées par le gouvernement turc contre les Kurdes en Turquie, en Irak ou en Syrie: énième preuve que ce n'est jamais le sort des populations qui motive les impérialistes et leurs hommes de paille gouvernementaux.

Il s'agissait en fait d'arrêter l'avance fulgurante des insurgés islamistes vers la capitale irakienne, Bagdad, et les gisements pétroliers du sud du pays d'où les firmes internationales (Total étant l'une d'entre elles) tirent de juteux profits. En outre l'entrée en action des Rafale était un excellent argument commercial pour vendre cet avion, comme ne l'avaient pas caché les autorités françaises.

Mais lorsque les Etats-Unis décidèrent en septembre 2014 d'étendre leurs bombardements contre l'EI à la Syrie, le gouvernement français (comme d'autres) refusa d'y participer, avec l'argument qu'il n'y avait pas de «cadre légal et politique» à la différence de l'Irak où le gouvernement en place avait demandé l'aide des Etats-Unis et de leurs alliés.

Il est facile de constater que lorsque le gouvernement Hollande à l'été 2013 voulait bombarder la Syrie avec les Etats-Unis pour «punir Bachar El Assad» d'avoir utilisé des armes chimiques, il n'était pas gêné par l'absence de tout «cadre légal et politique»! Le respect du droit international, des décisions de l'ONU, etc., est une formule utilisée par tous les impérialistes, français ou autres, quand cela les arrange et sinon jetée au panier – ce fameux «droit international» n'étant d'ailleurs lui-même que la sanction des rapports de force inter-impérialistes.

En réalité le gouvernement français, en 2013 comme en 2014 continuait d'avoir comme objectif la chute de Bachar el Assad, alors que l'administration Obama avait conclu que la chute du régime Baasiste risquait de rendre encore plus incontrôlable la situation en Syrie et dans la région. Les impérialistes américains ont toujours été parfaitement conscients que le sinistre régime de Damas avait démontré jusqu'ici sa capacité à maintenir chez lui l'ordre bourgeois, alors que leur propre incapacité à mettre sur pied une force militaire syrienne rebelle pro-américaine suffisamment forte, leur faisait craindre que son effondrement débouche sur une situation pour eux ingérable en plein coeur de la poudrière moyen-orientale. Leur décision de bombarder l'EI en Syrie impliquait nécessairement des accords avec Damas qui dispose d'une aviation moderne et de systèmes antiaériens efficaces, probable-

ment servis par des militaires russes; elle signifiait donc que les Etats-Unis renonçaient, au moins pour l'instant, à vouloir la chute du régime Baasiste. Tant pis si ce régime sanginaire continue à perpétrer ses crimes pour se maintenir, il est devenu un «allié objectif» de la «démocratie» américaine contre la «barbarie», maintenant incarnée par l'EI!

Paris refusait par contre toute entente, même implicite, avec Damas. La différence d'attitude des impérialistes français n'était pas motivée par le souci de venir en aide au peuple syrien, comme l'affirmait Hollande, mais par des intérêts strictement mercantiles; le mépris persistant envers le sort des Syriens réfugiés par millions dans les pays voisins suffirait à le démontrer.

Tout au long des dernières décennies les périodes de rapprochement et d'affrontement se sont succédé entre la France et la Syrie selon la gravité des heurts d'intérêts entre les deux pays. Après avoir reçu Bachar el Assad à Paris en grande pompe sous Sarkozy quand se profilaient de fructueuses perspectives d'investissement, les bourgeois français en sont devenus l'adversaire lorsqu'ils ont été déçus dans leurs attentes. Par ailleurs les gouvernements français successifs se sont employés à tisser des liens avec les monarchies d'Arabie Saoudite et du Golfe Persique, poussés par les groupes capitalistes alléchés non seulement par les ressources pétrolières mais aussi par des perspectives de ventes d'armes.

Le gouvernement Hollande n'a eu donc aucune difficulté à se présenter comme le partisan le plus résolu de l'hostilité des pétromonarchies vis-à-vis de Bachar el Assad et de son parrain iranien, au point qu'il est allé jusqu'à menacer de faire capoter les négociations avec l'Iran sur le nucléaire! Cette «intransigeance» a permis à Dassault et à d'autres firmes françaises, à la faveur du mécontentement de ces pays envers la politique américaine de rapprochement avec Téhéran, de décrocher de gros contrats d'armement à la barbe des Américains...

LA RESPONSABILITÉ FRANÇAISE DANS LE DRAME SYRIEN

Mais maintenant les choses ont changé; selon Hollande des bombardements s'imposeraient en Syrie pour «riposter» à l'EI ou pour le dissuader d'attaquer la France, tandis que Valls donne comme argument de l'intervention militaire française en Syrie, la «légitime défense». Mais les dirigeants français utilisent aussi sans vergogne le drame des réfugiés, dont une bonne partie sont syriens, pour justifier cette intervention.

Ces arguments relèvent de la propagande la plus grossière; lorsque les avions français ont bombardé l'EI en Irak, personne n'a dit, et pour cause, qu'il s'agissait d'une «riposte» à des attaques; et ces bombardements n'ont pas dissuadé des terroristes de commettre des attentats en France; par ailleurs les res-

ponsables policiers ou judiciaires n'ont jamais établi de liens de ces terroristes – français! – avec l'EI.

Quant aux réfugiés syriens, c'est l'effroyable guerre civile dont le régime el Assad est le premier responsable, qu'ils fuient; les exactions dont l'EI se vante publiquement pour terroriser les populations et ses adversaires, ne sont pas pires que celles que commet dans l'ombre le régime syrien. Mais laisser entendre que bombarder la Syrie pourrait empêcher la venue en France de «hordes» de réfugiés, est un bon moyen de recueillir l'assentiment d'une «opinion publique» abreuvée depuis toujours, par les partis de gauche comme de droite, de propagande chauvine et xénophobe. Aucun de ces partis ni aucun média n'ira expliquer que c'est le capitalisme mondial qui jette sur les routes de l'exil des millions de prolétaires à la recherche d'un travail, et des millions de réfugiés fuyant les guerres entre puissances bourgeoises!

Lorsqu'il était le colonisateur de la Syrie, l'impérialisme français n'a jamais hésité à perpétrer des massacres et à diviser les populations pour assurer sa domination; il porte aujourd'hui, comme les autres vautours impérialistes, une part de responsabilité dans la guerre civile qui déchire le pays, aggravée de sa responsabilité historique dans la situation de ce pays où il a encouragé les divisions internes.

Toute intervention militaire impérialiste ne fait qu'accroître les souffrances des populations, et les interventions militaires

LA SYRIE DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE. De la colonisation française à la guerre civile.

(Brochure "le prolétaire", Mars 2015, format A5, 68 pages, Prix : 2 €)

- **Introduction**
- **Première partie :**
 - La domination sanglante de l'impérialisme français
 - La domination française
 - La Syrie indépendante
 - L'économie syrienne
 - Quelques chiffres économiques de la Syrie
- **Deuxième partie :**
 - Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan!
 - A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie !
 - Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre !
 - La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres !

Syrie ...

françaises l'ont abondamment démontré. Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, déclarait en août 2012 que son gouvernement apportait de «l'aide» aux rebelles syriens du «Conseil National Syrien» – une organisation bourgeoise qui était également soutenue et organisée par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, etc. La presse britannique a affirmé que les Occidentaux avaient alors repoussé une proposition russe de négocier le départ de Assad, sans doute parce qu'ils pensaient pouvoir davantage profiter de la chute, qu'ils croyaient proche, du régime (2); quelques semaines plus tard, le gouvernement français se montrait le plus farouche partisan de bombardements contre les forces armées syriennes. En outre divers Etats de la région (Turquie, Arabie Saoudite, Emirats, d'un côté, Iran de l'autre) sont intervenus et interviennent dans la guerre civile syrienne tout comme les grands Etats impérialistes, que ce soit pour défendre le régime en place, ou pour pousser à son renversement, en recrutant, armant et tentant de mettre sur pied des bandes armées fidèles à leurs intérêts.

En l'absence d'une force prolétarienne de classe qui, seule, aurait pu unifier tous les mécontentements dans une lutte anticapitaliste contre tous les bourgeois, la rébellion contre le sauvage régime de Damas n'a pu dépasser le cadre des divisions et rivalités régionales, claniques, etc., où derrière le masque religieux ou ethniques, s'affrontent férocelement des intérêts bourgeois, qu'ils soient locaux ou étrangers.

OPPOSITION DE CLASSE À TOUTES LES INTERVENTIONS MILITAIRES IMPÉRIALISTES!

Le gouvernement a tenu à préciser que l'intervention militaire française avait été décidée et qu'elle s'effectuerait en pleine autonomie; mais comme par hasard, plusieurs Etats sont, eux aussi, sur le point de décider ou ont déjà décidé de participer aux bombardements en Syrie: c'est le cas de l'Australie et de la Grande-Bretagne. C'est à l'évidence le résultat d'une pression des Etats-Unis auprès de leurs alliés, car jusqu'ici les avions US ont été pratiquement les seuls à effectuer des bombardements en Syrie (par exemple 99% des bombardements en août ont été américains) (3); mais cela montre surtout la recomposition en cours au Moyen-Orient: ce qui a changé, c'est le rapprochement des Etats-Unis et de l'Iran, le fidèle soutien de Damas.

Les Etats bourgeois, grands ou petits, derrière le drapeau de la «lutte contre le terrorisme», ne veulent que défendre, y compris par les armes, leurs intérêts ou leurs ambitions dans la nouvelle situation régionale qui se profile: la Russie renforce sa présence militaire en Syrie, tout en proposant un accord aux Occidentaux, la Turquie renforce sa coopération avec les Etats-Unis tout en attaquant les Kurdes du PKK et en se livrant à des incursions en Syrie, l'Iran continue son soutien militaire au régime de Damas tout en s'affirmant prêt à négocier, l'Arabie Saoudite et ses alliés interviennent militairement au Yémen, etc. La signature des accords de «paix» avec l'Iran, en déstabilisant les équilibres établis, relance la guerre dans toute la région!

L'impérialisme français, vieillissant et affaibli, mais qui n'a rien perdu de son agressivité, ne veut pas rester à l'écart; en même temps qu'il réorganise sa présence militaire au Sahel pour lui donner plus d'efficacité, il abandonne sa politique anti-Assad et se lance dans une nouvelle opération militaire pour participer à la future curée au Moyen-Orient...

Les prolétaires de France n'ont rien à gagner à cette nouvelle intervention militaire de «leur» impérialisme, qui s'accompagnera inévitablement, à la faveur du climat guerrier et d'union nationale qu'elle suscite, d'une recrudescence des attaques anti-ouvrières. Refuser de la soutenir, rompre avec l'«union sacrée» et la «solidarité nationale» entre les classes, est un pas nécessaire pour pouvoir résister à la grêle de coups infligés par les capitalistes et leur gouvernement.

Il n'y a pas d'intérêt commun entre bour-

geois et prolétaires!

Au moment même où il joue la répugnante comédie de l'accueil humanitaire des migrants, le gouvernement, sous l'injonction des capitalistes, prépare fébrilement de nouvelles mesures antisociales. Au moment où il fait mine de pleurer sur le sort des réfugiés syriens (qu'il a jusque à ces derniers temps obstinément refusé d'accueillir), il se prépare, sous l'injonction des impérialistes et des militaires, à participer aux bombardements américains, se déclarant même prêt à appuyer des opérations sur le sol syrien. Les avions et les soldats français ne vont pas combattre pour défendre les masses opprimées et les prolétaires du Moyen-Orient ou de France: ils défendent uniquement les intérêts du rapace impérialisme tricolore.

Les prolétaires doivent s'y opposer sans hésiter.

Les prolétaires de Syrie et d'Irak n'ont rien à attendre des interventions impérialistes; un an après le début de l'opération militaire des Etats-Unis et de leurs alliés, les puits de pétrole irakien sont saufs, mais des millions de syriens et d'irakiens ont été contraints de s'enfuir de chez eux et les autres ont vu leurs conditions empirer. Les éventuelles négociations qui pourraient s'ouvrir un jour après épuisement des combats, n'auront d'autre but qu'arriver à un arrangement entre bandits impérialistes et gangsters bourgeois locaux sur la répartition de zones à exploiter et sur le maintien du fonc-

tionnement du système capitaliste – c'est-à-dire en dernière analyse sur l'exploitation des prolétaires!

L'issue ne réside pas dans la victoire de l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent, ni dans de vains appels pacifistes aux hommes de bonne volonté, ou dans les habituelles négociations diplomatiques qui ne débouchent que sur de nouveaux affrontements; elle ne se trouve que dans la **lutte de classe révolutionnaire** contre tous les camps bourgeois. Les interventions militaires «limitées» d'aujourd'hui annoncent de futures guerres plus générales jusqu'à un nouveau **conflit mondial**: voilà l'issue vers laquelle se dirige inexorablement le capitalisme.

Mais les prolétaires ne sont pas éternellement condamnés à s'entretenir pour que vivent et s'engraissent leurs exploités; leur position sociale leur confère la force potentielle de mettre fin à tous les régimes et toutes les formes d'exploitation, libérant ainsi du capitalisme les masses opprimées du monde entier; la condition est qu'ils s'unissent, s'organisent et entrent en lutte sur le terrain de la défense exclusive de leurs intérêts de classe, qui sont identiques pour les prolétaires de tous les pays, de toutes les races et de toutes les confessions. L'**union internationale des prolétaires** deviendra alors une puissance irrésistible capable de déchaîner la **guerre sociale** brisant toutes les forces de la bourgeoisie pour mettre fin à son ignoble monde d'oppressions, d'explo-

tations, de misère et de guerres. Cette perspective n'est sans doute pas immédiate, mais c'est la seule féconde et réaliste, la seule pour laquelle il vaille la peine de se préparer à lutter!

Non à l'intervention militaire française en Syrie!

Impérialisme français, hors d'Afrique et du Moyen-Orient!

Pour la reprise de la lutte indépendante de classe, pour la révolution communiste internationale,

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

19/9/2015

(1) Selon le site airwars.org qui compile les rapports officiels de la coalition, les forces aériennes auraient effectué à la mi-septembre (soit en un an environ) 6910 bombardements en Irak et Syrie, estimant avoir tué à peu près 15 000 partisans de l'EI; il y aurait eu entre 575 et 1600 victimes civiles innocentes.

(2) *The Guardian* a publié une interview d'un négociateur finlandais affirmant que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne avaient refusé en 2012 une proposition russe de négociations d'accords de paix en Syrie incluant le départ de Bachar El Assad.

(3) <http://airwars.org/news/coalition-strikes-civilian-casualties-august-2015/>

Pour une position de classe dans la question des réfugiés

(Suite de la page 1)

la concurrence que pourraient leur faire les travailleurs étrangers, car le gouvernement français, comme les autres gouvernements, a pour objectif au contraire de lever peu à peu toutes les «garanties» qui les protègent, de les «flexibiliser» pour mieux les plier aux exigences du capital; il s'agit plutôt de **réguler** le plus possible la gestion de la main-d'oeuvre, de **contrôler** toujours mieux les prolétaires, français ou étrangers, destinés à produire des profits, de **maîtriser** leurs réactions éventuelles, bref de maintenir la paix sociale nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme.

Une arrivée trop rapide et trop importante de migrants ou de réfugiés risquerait de compliquer cette tâche et de provoquer des tensions. D'autre part la politique officielle de lutte contre l'immigration clandestine a le grand avantage pour les bourgeois de faire des étrangers, et pas seulement sans-papiers, les bouc-émissaires de la crise et du chômage. Ils affaiblissent de cette façon les capacités de résistance de la classe ouvrière

CE SONT UNIQUEMENT DE SORDIDES INTÉRÊTS CAPITALISTES QUI MOTIVENT LES GOUVERNEMENTS BOURGEOIS

Alors que cet afflux devenait ingérable pour la Grèce et autres petits pays de la région, le gouvernement allemand décidait début septembre d'ouvrir les frontières du pays. On pu alors voir dans les médias le touchant spectacle de réfugiés arrivant en Allemagne en brandissant des photos de «*Mama Merkel*» et accueillis avec des pancartes de bienvenue par des foules de citoyens anonymes.

Saluée par les médias comme la «conscience de l'Europe» dans cette crise, la chancelière Merkel avait en réalité agi pour des motifs plus prosaïques. Le capitalisme allemand est confronté à un redoutable problème démographique qui lui impose de trouver de la main d'oeuvre dans l'immigration; certaines études ont calculé qu'il pourrait manquer à l'Allemagne jusqu'à 2 millions de travailleurs d'ici 5 ans. La venue d'une foule de jeunes migrants permettrait donc de combler ce déficit; c'est la raison pour laquelle nombre de grands patrons allemands (comme par exemple le PDG de Volkswagen), relayés par les médias du pays, ont publiquement poussé à l'accueil des réfugiés. Mais en même temps le gouvernement allemand demandait aux autres pays européens d'accueillir, eux aussi, une partie des migrants.

en attisant les rivalités entre français et immigrés, tout en utilisant la fraction du prolétariat qui est démunie de papiers (elle se monte à plusieurs centaines de milliers de personnes) dans certains secteurs où ils sont soumis à une exploitation renforcée.

On a vu ainsi depuis ces derniers mois le gouvernement mobiliser sa police pour empêcher quelques centaines de migrants à Vintimille de rentrer en France, laisser quelques milliers d'autres végéter dans des conditions lamentables à Calais ou pourchasser quelques dizaines rassemblés à Paris. On avait vu auparavant ce même gouvernement mettre en place des mesures dans les aéroports pour empêcher que des Syriens – dont il prétendait avoir le sort à coeur! – ne pénètrent en France et refuser, contrairement à ses engagements, d'en accueillir plus qu'une poignée...

Mais avec le brusque accroissement de l'arrivée de réfugiés sur leur sol, les riches pays capitalistes européens ont été rattrapés par une situation à laquelle ils voulaient tourner le dos, malgré leurs écoeurantes déclarations humanitaires rituelles.

La décision allemande a changé la donne; le gouvernement français qui jusque-là refusait obstinément, décidait «conformément à la tradition d'accueil de la France» (sic!) d'accepter 24 000 réfugiés en 2 ans et il avait le culot d'en profiter pour faire la leçon aux Etats européens qui rechignent à en recevoir!

Peut-être pour répondre aux politiciens de droite et d'extrême droite qui, surfant sur la xénophobie et le racisme ambiants, n'ont pas attendu pour dénoncer une «invasion» qui menacerait le pays, le gouvernement s'est vanté d'avoir expulsé davantage d'étrangers que Sarkozy; il a claironné qu'il refuserait d'accueillir des «migrants économiques» ou des personnes ne venant pas d'un nombre choisi de pays (Syrie, etc.) et qu'il était prêt à fermer les frontières s'il le fallait.

En fait d'«invasion» ou de «vague incontrôlée» de migrants qui risqueraient par leur nombre de provoquer on ne sait quelles catastrophes en France et en Europe, il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1979 la France a accueilli sans drame plus de 128 000 *boat-people* fuyant le Vietnam, le Cambodge et le Laos...

Si l'on en reste aux chiffres bruts, l'Union Européenne qui comprend plus de 500 mil-

lions d'habitants et qui regroupe quelques uns des Etats les plus riches de la planète, pourrait accueillir sans trop de problèmes quelques centaines de milliers de personnes: la Turquie, peuplée de 77 millions d'habitants en héberge presque 2 millions et le petit Liban, d'à peine plus de 4 millions d'habitants, compte plus d'un million de réfugiés sur son sol!

En fait, selon les statistiques du HCR, il y avait en 2014 dans le monde près de 60 millions de personnes «déplacées» (chassées de chez elles par la guerre, les catastrophes ou la misère), dont 17 millions de réfugiés proprement dits, c'est-à-dire ayant quitté leur pays. Les neuf dixièmes de ces réfugiés et déplacés se trouvent dans des pays pauvres: en Syrie (7 millions de déplacés), Colombie (5,7 millions de déplacés), Irak (2 millions de déplacés et réfugiés), dans la République Démocratique du Congo (près de 4 millions, essentiellement des déplacés) au Pakistan (2,3 millions de déplacés et réfugiés) et au Soudan (2,3 millions de déplacés et réfugiés).

Ces quelques chiffres montrent de façon éloquente ce que valent les déclarations humanitaires des dirigeants bourgeois. Pour le capitalisme les individus ne valent que s'ils peuvent être exploités; si ce n'est pas le cas, ils deviennent un problème et doivent être rejetés comme des marchandises inutiles ou tenus à distance. Personne ne parle donc, dans la presse internationale, du problème des réfugiés et déplacés dans les pays ci-dessus!

C'est ainsi que le gouvernement allemand a fait en partie volte-face: s'apercevant qu'il ne serait pas si facile d'utiliser l'afflux soudain de main d'oeuvre potentielle et qu'en attendant il était coûteux de l'héberger, il a pris sur lui d'aller demander à la Turquie de retenir sur son sol les réfugiés syriens qui y croupissent; et il n'a pas hésité à rétablir les contrôles aux frontières qu'il avait, soi-disant par humanité, supprimés!

La position prolétarienne, elle, est claire et nette; elle n'a rien à voir avec la «charité» des impérialistes, les bons sentiments humanistes, ni avec le nationalisme et la xénophobie sous toutes ses formes:

Non à la défense et à la fermeture des frontières, non au contrôle de l'immigration, non à l'union nationale, oui à l'union des prolétaires de toutes les nationalités, oui à la solidarité de classe dans la lutte contre le capitalisme!

C'est le capitalisme qui est responsable des guerres et de la misère, c'est lui qui provoque les tragédies que fuient les migrants dans leur terrible exode, c'est lui qu'il faut combattre et qu'il faudra abattre demain par la révolution communiste mondiale.

Turquie: ce ne sont pas les élections et les appels à la paix, mais la guerre de classe qui seule pourra mettre fin à l'exploitation, à l'oppression et à la répression!

(Suite de la page 1)

me» après qu'il ait dénoncé dans une conférence de presse la passivité coupable des forces de police! Le gouvernement a également multiplié les mesures d'intimidation contre les médias et les journalistes d'opposition; le siège du grand quotidien d'opposition *Hurriyet* a été attaqué par des manifestants qui avaient à leur tête un député de l'AKP, les chaînes de télé d'opposition ont été contraintes de fermer, etc.

Le premier novembre prochain des élections législatives vont avoir lieu en Turquie, à peine 5 mois après les précédentes qui en juin avaient vu l'AKP arriver nettement en tête (40,9% des voix). Bien que c'était sa quatrième victoire consécutive aux législatives, l'AKP, perdant près de 9% des suffrages, ratait la majorité absolue qui lui aurait permis d'atteindre son objectif de réformer la constitution pour instaurer un régime présidentiel. La poussée électorale du HDP, arrivant pour la première fois à passer la barre des 10% des suffrages au niveau national, est vue comme la cause de la défaite relative de l'AKP. Fin août, à la suite de l'échec des négociations pour former un gouvernement de coalition, l'assemblée était dissoute et le tenue de nouvelles élections annoncée. De nombreux analystes politiques attribuent le regain des affrontements avec les combattants du PKK à la campagne «anti-terroriste» à une manœuvre du gouvernement pour susciter un réflexe de peur qui accroîtrait les chances électorales de l'AKP. Et en effet Erdogan et d'autres dignitaires officiels ne se sont pas privés de déclarer que si l'AKP avait obtenu 400 députés (c'est-à-dire la majorité absolue au parlement), il n'y aurait pas eu cette flambée de violence...

Cependant les événements turcs ne peuvent se réduire à de simples motifs électoraux et encore moins à l'ambition d'un homme se rêvant en nouveau sultan. La Turquie fait face à des contradictions et des problèmes grandissants; ce sont eux qui ont un effet de plus en plus déstabilisant sur l'équilibre politique existant dans le pays depuis le début des années 2000 sous l'hégémonie de l'AKP.

LA TURQUIE DE LA DÉMOCRATIE À LA DICTATURE ET VICE-VERSA

A la fin des années soixante-dix, le capitalisme turc se débattait au milieu de graves difficultés économiques et financières: déficit chronique de sa balance des paiements et de sa balance commerciale, inflation de près de 100 %, endettement important, multiplication de fermetures d'entreprises provoquant une forte hausse du chômage (autour de 20%). Les prolétaires turcs répondaient aux attaques capitalistes par des luttes courageuses qui entraînaient une répression violente; par exemple à Izmir en février 1980, le gouvernement mobilisa près de 10 000 soldats et des blindés pour mettre fin à l'occupation d'une grande entreprise.

Pour s'opposer à la montée de l'agitation sociale et politique, les autorités démocratiques faisaient régulièrement appel à des bandes néo-fascistes («Loups Gris»), auteurs de nombreux assassinats et attentats. Dans le cadre d'une authentique «stratégie de la tension» sciemment organisée par les cercles bourgeois dirigeants, il s'agissait de briser les luttes ouvrières (évidemment qualifiées de «terroristes») et de préparer la voie au recours à une dictature ouverte.

A la fin de 1978, après le massacre perpétré sous l'instigation des services secrets d'une centaine de militants de gauche et de membres de la communauté Alévi (minorité religieuse discriminée qui était un vivier pour les groupes de gauche et d'extrême-gauche), la loi martiale fut décrétée dans plusieurs régions du pays; elle était encore vigoureuse lors du coup d'Etat de septembre

1980 lorsque de l'administration de certaines régions, les militaires passèrent au contrôle de tout le pays. Le passage de la «démocratie» à la «dictature» se réalisa «organiquement» pourrait-on dire, sans que des forces ou des institutions bourgeoises démocratiques y fassent obstacle: énième démonstration que bourgeoisie et dictature ne sont que deux formes de la domination bourgeoise que la classe dominante utilise tour à tour selon les situations.

Les militaires déclarèrent prendre le pouvoir pour «rétablir l'ordre», en finir avec les conflits sociaux et mettre fin à l'instabilité parlementaire; ils agissaient en accord avec les Etats-Unis dont les liens avec l'armée turque étaient très étroits, la Turquie étant un membre d'importance stratégique de l'OTAN, et l'approbation des pays européens (l'Allemagne par exemple s'empressa d'accorder des crédits au gouvernement militaire).

La répression qui suivit le coup n'eut pas grand chose à envier à celle de Pinochet au Chili; en quelques semaines plusieurs centaines de milliers de personnes furent arrêtées et 250 000 inculpées; il y eut 500 condamnations à mort prononcées par des tribunaux d'exception (50 furent exécutées), plus de 20 000 condamnations à des peines de prison, des milliers de prisonniers torturés, des centaines de personnes tuées pendant leur détention, des dizaines de milliers chassées de leur emploi, etc. Les partis politiques et les syndicats furent interdits. Sur le plan économique, les militaires mirent en oeuvre avec zèle les recommandations faites par le FMI au gouvernement précédent, notamment le gel des salaires et l'ouverture économique aux investisseurs étrangers, etc.

Trois ans plus tard la junte, tout aussi «organiquement», après avoir rédigé une constitution encore en vigueur pour l'essentiel aujourd'hui, céda la place à un gouvernement civil; tout mouvement ouvrier ayant disparu, sa mission étant donc remplie, la dictature pouvait passer le relais à la démocratie (décembre 1983).

Cette dernière aura dès le début une connotation libérale sur le plan économique, autoritaire sur le plan politique et religieuse sur le plan culturel (instruction religieuse obligatoire à l'école, etc). En dépit de la laïcité affirmée depuis Atatürk qui combattit l'emprise de la religion parce que, comme dans l'Europe du dix-huitième siècle, elle était liée aux vieilles classes pré-capitalistes, les bourgeois turcs connaissent parfaitement le rôle irremplaçable de l'opium religieux pour le maintien de l'ordre social.

Dopée par l'afflux de capitaux étrangers qui y trouvaient des taux de profit élevés, l'économie turque va alors connaître une croissance soutenue (4% par an en moyenne), bien qu'interrompue par des récessions en 1994 et 1999.

LE «MIRACLE ÉCONOMIQUE TURC»

Alors qu'elle était retombée dans une phase de stagnation, marquée par une baisse de la production industrielle et une très forte inflation, la Turquie fut fortement touchée par la crise économique internationale de 2001. Frappé par ce qui était peut-être sa plus grave crise financière, le pays se retrouva au bord de la faillite, sa monnaie perdit 50% de sa valeur, son PIB recula de plus de 9% en un an. Il fut, une nouvelle fois, contraint de demander le secours du FMI.

La crise politique déclenchée par cette crise économique trouva sa solution dans l'arrivée au pouvoir du parti islamiste AKP en 2002; cela coïncida avec la reprise économique et marqua le début d'une décennie de forte croissance (plus de 5% en moyenne par an, avec des pointes à 8 et 10%) qui fit parler du «miracle économique turc». L'explication de cette croissance est à rechercher dans la baisse de moitié du «coût du travail» entre 2001 et 2007 qui a permis aux marchandises turques d'être compétitives sur le marché international, alors que le gouvernement ac-

centuait la politique d'ouverture économique, d'appel aux investissements étrangers, et réorganisait les finances du pays.

Même la dernière crise économique mondiale, en 2008-2009, n'eut qu'un effet temporaire sur l'économie turque: après avoir chuté de 4,8% en 2009, le PIB connaissait une croissance «à la chinoise» de 9,2% en 2010 et 8,9% en 2011.

Peuplée de plus de 77 millions d'habitants et première économie du Moyen-Orient, la Turquie s'est hissée au 17e rang des puissances mondiales et au 7e rang des puissances du continent européen en 2012, selon le FMI. En une décennie le PIB par habitant a triplé, l'équipement en infrastructures s'est accru, de grandes entreprises turques se sont développées, conquérant des parts de marché à l'international, dans le secteur de la construction, des services et de l'industrie: au Moyen-Orient, au Maghreb, dans les anciennes républiques soviétiques, mais aussi en Europe.

Si l'agriculture emploie encore le quart de la population active, en grande partie sur de petites exploitations peu productives, un pourcentage équivalent (26%) travaille désormais dans l'industrie.

La Turquie est ainsi devenue le dixième producteur mondial d'acier (nettement devant la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie), le cinquième pays constructeur d'automobile européenne, le deuxième constructeur européen de bus, le 6e producteur mondial de ciment, un grand producteur d'appareils électroménagers (6e exportateur mondial de machines à laver, le 8e de réfrigérateurs, le premier fabricant de télévisions en Europe, etc.).

La production textile et de l'habillement a résisté à la concurrence asiatique sur le marché international; elle n'est plus le premier secteur industriel du pays (place prise par la production automobile) mais elle reste encore le troisième poste à l'exportation (les produits agricoles étant le premier): la Turquie est le deuxième fournisseur de l'Europe en produits textiles, après la Chine. Dans le BTP de grosses entreprises turques ont conquis des marchés à l'international, notamment en Russie, au Kazakhstan, en Roumanie et dans les pays arabes.

Après l'invasion de Chypre en 1968, l'Etat turc a entrepris de développer une industrie militaire capable de lui assurer le maximum d'indépendance. Cette industrie s'est développée au point d'être capable d'exporter à l'étranger certaines de ses productions militaires; les industriels du secteur sont assurés du soutien du gouvernement qui a lancé de grands projets, comme celui d'un avion de chasse et celui d'un char d'assaut turcs.

L'armée turque est, en nombre de soldats, la deuxième de l'OTAN après celle des Etats-Unis. Elle est intervenue à plusieurs reprises par des coups d'Etat dans la vie politique du pays; après le coup d'Etat de 1960, une réforme de la constitution avait institutionnalisé son rôle dans la vie politique et culturelle du pays par la création du Conseil de la Sécurité Nationale; le rôle de ce CSN fut encore accru par la constitution décrétée par les militaires avant de rendre le pouvoir aux civils après leur coup d'Etat de 1980: les recommandations du CSN primaient sur les décisions du conseil des ministres. En 1992 le chef d'état-major pouvait ainsi tranquillement affirmer que la Turquie était «un Etat militaire»!

Les gouvernements de l'AKP se sont efforcés avec succès de restreindre son rôle politique, mais elle jouit toujours d'un poids économique non négligeable. Par l'intermédiaire du Fonds de pension des Forces Armées (OYAK), elle est présente dans une dizaine d'entreprises dans différents secteurs (OYAK est par exemple associé à Renault dans l'entreprise OYAK-RENAULT, la plus grande du pays et l'une des premières entreprises exportatrices) et elle possède l'une des plus grosses banques turques; en outre un conglomérat industriel

des forces armées (TSKVG) regroupe plusieurs dizaines d'entreprises d'armement.

L'expansion économique du capitalisme turc s'est traduite également par une hausse spectaculaire de ses investissements à l'étranger: en dix ans, de 2002 à 2012, ils ont été multipliés par plus de dix! Mais les investissements étrangers en Turquie sont près de six fois plus élevés que les investissements turcs à l'étranger: la croissance économique turque dépend encore largement de l'afflux de capitaux extérieurs. Ce développement économique a fait la fortune de larges secteurs petit-bourgeois et bourgeois, comme les fameux «tigres d'Anatolie», patrons de petites et moyennes entreprises de province qui ont prospéré au cours des dernières années, y compris à l'international; il est donc naturel que ces secteurs, en outre traditionnellement conservateurs et religieux, aient été jusqu'ici les plus solides soutiens de l'AKP et de son chef.

Grâce aux ressources dégagées par la croissance économique les gouvernements successifs de l'AKP, tout en suivant une politique économique libérale, ont en même temps mené une politique de protection sociale, sans doute limitée mais néanmoins sans précédent en Turquie: couverture santé universelle, mesures d'assistance sociale diverses, souvent basées sur les municipalités et attribuées dans une optique religieuse et conservatrice (aides en nature aux plus pauvres lors du ramadan, etc.). Sur le plan de la politique intérieure, l'AKP a mis fin à toute une série de discriminations contre les Kurdes et les minorités religieuses et des négociations engagées avec le PKK avec l'objectif d'arriver à un accord de paix définitif avaient déjà abouti à l'arrêt des actions militaires de ce groupe. Tout cela explique la popularité persistante de ce parti, y compris parmi les couches déshéritées, et le fait qu'il avait réussi à devenir le parti électoralement majoritaire dans les régions kurdes, où les secteurs les plus réactionnaires de la population étaient en outre séduits par son discours religieux. En se basant sur l'importante participation aux élections, y compris des couches les plus pauvres de la population, l'OCDE pouvait se féliciter dans un récent rapport «qu'une forte cohésion sociale existe autour des institutions démocratiques turques»: l'AKP a bien servi l'ordre bourgeois!

Sur le plan de la politique étrangère les gouvernements de l'AKP, confrontés aux obstacles mis par les gouvernements européens à l'entrée de la Turquie dans l'U.E., ont en partie réorienté leur action en direction des pays arabes et de l'ancienne URSS. Les dits «printemps arabes», que ce soit l'arrivée au pouvoir en Egypte des Frères Musulmans, ou la chute espérée prochaine du régime baasiste en Syrie, ont un moment paru couronner de succès cette orientation: c'était l'époque où, dans les médias occidentaux, on présentait la Turquie comme le modèle à suivre par les Etats arabes d'un régime islamique démocratique...

Enivré par ces succès, Erdogan, après son élection à la présidence en 2014 n'avait pas hésité à fixer des objectifs très ambitieux à son programme «Vision 2023» (centième anniversaire de la république turque) d'une «nouvelle Turquie»: faire du pays à cette date la dixième puissance mondiale, avec triplement du PIB et réalisation de projets pharaoniques (comme l'édification du plus grand aéroport mondial, la construction de milliers de km de voies ferrées, etc.), le digne successeur de l'ancien empire ottoman. Bref une continuation du miracle économique!

L'ENVERS DU MIRACLE

L'économie turque a cependant des faiblesses importantes qui font penser que la vision de l'AKP tient plus du mirage que de la réalité.

Le talon d'Achille de la croissance économique est qu'elle est basée en grande partie sur l'afflux de capitaux étrangers à la recherche d'investissements rentables; or

depuis quelque temps les entrées de capitaux ont diminué et depuis quelques mois, comme dans d'autres pays émergents, on assiste même à une sortie des capitaux, accélérée par les menaces sur la stabilité politique dans le pays et dans la région, par la baisse des taux d'intérêts et la chute de la monnaie turque.

Cette dernière a baissé de plus de 50% par rapport au dollar depuis 2 ans; si la baisse de la monnaie favorise les exportations, sa chute précipitée provoque une fuite des capitaux au point que les économistes évoquent de plus en plus de la possibilité d'une «crise financière» en Turquie.

D'ores et déjà elle a en tout cas provoqué un regain de l'inflation: plus de 8% en 2014 selon Eurostat qui signale qu'il s'agit du taux le plus élevé de tous les pays membres de l'Union Européenne ou «associés» à elle (la Turquie est dans ce dernier cas). Et ce sont les prix de la nourriture qui ont le plus augmenté: 10% en rythme annuel selon le dernier chiffre connu (août 2015).

A partir de 2012, le taux de croissance économique du pays s'est fortement réduit. Les dernières statistiques publiées (2e trimestre 2015) indiquent que le ralentissement se poursuit et elles laissent supposer que la Turquie pourrait entrer en récession d'ici la fin de l'année, alors que le gouvernement tablait sur un taux de croissance du PIB de 4% pour 2015. La politique extérieure d'Erdoğan accumule échec sur échec, avec des conséquences inévitables sur le plan intérieur: il s'est brouillé avec l'Égypte, avec Israël, avec la Russie, ses relations avec les Etats-Unis sont difficiles, les Européens refusent toujours l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, Bachar El Assad est encore à Damas alors que par contre pas loin de 2 millions de réfugiés syriens sont en Turquie...

EXPLOITATION CAPITALISTE ET LUTTES PROLÉTARIENNES

Paradis pour les capitalistes (Istanbul compte plus de milliardaires que Paris), la Turquie est un enfer pour les prolétaires. Elle se classe au deuxième rang des pays de l'OCDE pour les inégalités de revenu, juste devant le Mexique. Mais les inégalités sont aussi régionales: dans les régions kurdes, peu développées, le revenu familial moyen n'est que de 29% du revenu familial dans la capitale Ankara.

Le chômage est en augmentation, repassant au dessus des 10% dès la fin de l'année 2014. Ce chiffre peut ne paraître pas très élevé, mais il ne reflète pas la réalité car une bonne partie de la main d'oeuvre est employée dans le secteur «informel»: si ce secteur est surtout prédominant dans l'agriculture (90% des emplois y sont informels), il est répandu dans toutes les branches de l'économie; dans l'industrie, selon les statistiques officielles (Turkstat), près d'un tiers des emplois sont informels, et ce pourcentage est beaucoup plus élevé dans l'industrie textile.

Les prolétaires qui ont un emploi informel ne jouissent pratiquement d'aucune protection sociale, ils touchent des salaires plus bas et ils peuvent être licenciés du jour au lendemain. Employés le plus souvent dans de petites ou très petites entreprises qui constituent la majorité des entreprises du pays (55% des travailleurs sont employés dans des entreprises de moins de 10 employés), ils subissent de plein fouet tous les aléas économiques dont ces entreprises sont les premières victimes.

De façon générale les salaires turcs sont bas, y compris dans le secteur formel et dans les grandes entreprises. Le salaire moyen était estimé à 590 euros par mois en 2014 (2220 en France, 1700 en Espagne, 1260 en Grèce). Le salaire minimum a été fixé pour 2015 à 424 euros par mois (il est de 1458 en France, 757 en Espagne, 684 en Grèce), mais il s'agit du salaire brut; le salaire net est inférieur d'environ 30% en raison de la ponction des charges sociales; mais d'autre part une partie importante des travailleurs sont payés en dessous de ce salaire minimum: plus de 16% des hommes et plus de 25% des femmes accomplissant une journée de travail normale (au moins 8 heures par jour) touchent un salaire en moyenne inférieur de 30% au salaire minimum net!

Les horaires de travail sont élevés: la durée de travail légale est de 45 heures par semaine, mais en 2011 plus de 6 millions de personnes (soit plus de 40% de la main d'oeuvre) travaillaient de 50 à 70 heures ou plus. Bien que le travail des enfants de moins de 14 ans soit interdit, il y avait en 2012 près de 300 000 enfants de 6 à 14 ans dans ce cas, notamment dans l'agriculture où au moment de la cueillette des enfants d'une dizaine d'années travaillent jusqu'à 11 heures par jour. Mais jusque dans l'industrie les moins de 18 ans sont nombreux: la proportion des 14-18 ans y est même passée de 16 à 28% entre 1994 et 2006. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT, organisation onusienne), le temps moyen des enfants qui travaillent serait parmi les plus élevés du monde: 51 heures par semaine en moyenne. Conséquence, le nombre d'enfants morts sur leur lieu de travail s'élevait à 38 en 2012.

Il faut dire que la Turquie est le premier pays d'Europe pour le nombre d'accidents du travail, le troisième au niveau mondial, après l'Algérie et la Salvador, selon l'OIT: en moyenne 3 travailleurs y perdent la vie et 172 sont blessés chaque jour. Les mineurs sont les plus nombreux parmi les victimes du capitalisme turc: de 1955 à 2012, plus de 3000 mineurs sont morts et plus de 360 000 ont été blessés.

En mai 2014 une explosion dans une mine à Soma faisait 301 morts. A la suite de cette tragédie des affrontements se sont produits dans la ville, notamment lorsque 10 000 manifestants protestant contre le manque de moyens de sécurité dans la mine et scandant «Erdoğan démission!» se heurtèrent aux forces de police; le ministère du travail avait affirmé qu'une récente tournée d'inspection avait trouvé que tout était en règle. Un an plus tard 9 des mineurs survivants sont inculpés par la justice pour avoir organisé une manifestation et le blocage d'une route en violation de la loi: ils risquent jusqu'à 6 ans de prison...

Au total en 2014 il y a eu 1886 morts dans les accidents du travail, et ces chiffres sont des chiffres officiels qui très probablement laissent de côté une bonne partie des accidents dans le secteur informel. En fait d'accidents, il s'agit plutôt d'une véritable **guerre de classe** sanglante que mènent les capitalistes contre les prolétaires!

Héritées du régime militaire, les lois anti-grèves sont toujours en application; elles ont permis de suspendre pour 60 jours une grève des sidérurgistes au début de cette année et une grève dans des usines de céramique en juin, au nom de la «sécurité nationale»...

Mais cette législation anti-ouvrière n'a pas pu empêcher la vague de grèves sauvages qui a frappé l'industrie automobile au mois de mai et qui a pris naissance dans l'agglomération de Bursa. Le mouvement avait commencé à l'usine Renault par de l'agitation contre le contrat collectif signé par le syndicat officiel Turk Metal et pour l'alignement sur le contrat signé chez Bosch (20% d'augmentation des salaires) après quelques jours de grève; des nervis de ce syndicat jaune allèrent jusqu'à attaquer un rassemblement des ouvriers, provoquant la colère de l'ensemble des travailleurs.

Parti de Renault, le mouvement de grève s'étendit aux autres entreprises du secteur automobile et dans d'autres villes; chez Fiat, Ford, Tofas, Valeo, etc., plus de 15000 ouvriers entrèrent en lutte malgré l'opposition de Turk Metal et l'agitation gagna même d'autres secteurs. En dépit des menaces et de la répression (47 ouvriers arrêtés par la police et déferés devant la justice pour organisation d'une grève illégale), les ouvriers tinrent bon et finalement devant la menace d'une généralisation du conflit, les patrons et le gouvernement cédèrent. Au bout de 2 semaines de grève, les ouvriers de Renault obtinrent des augmentations de salaire, l'abandon des poursuites judiciaires et surtout le droit d'adhérer au syndicat de leur choix. Démonstration que la lutte ouvrière résolue est capable de faire reculer les capitalistes et leur Etat, aussi répressif soit-il!

Les difficultés économiques croissantes en Turquie ne sont pas ressenties uniquement par les prolétaires, mais aussi par de larges secteurs de la population, alors même que la spéculation immobilière bat son plein et que des scandales de corruption écla-

boussent jusqu'à la famille du président. C'est ce qui explique l'importance prise en 2013 par les manifestations contre les projets de destruction du parc Gezi à Istanbul: ce mouvement d'orientation et de nature clairement petite-bourgeoise a pu rassembler des centaines de milliers de personnes dans tout le pays, à l'instar des mouvements d'«indignés» qui ont eu lieu dans de nombreux pays. Le HDP a réussi indiscutablement à capitaliser électoralement une partie de ce mécontentement.

LA QUESTION KURDE

La question kurde est un facteur important de la politique intérieure, mais aussi extérieure turque. Toujours soupçonnés de séparatisme, soumis à des discriminations politiques et sociales renforcées par les militaires après le coup d'Etat de 1980, les Kurdes constituent de 15 à 20% de la population du pays selon les estimations. Les régions kurdes sont les plus pauvres et les moins développées économiquement de la Turquie, ce qui provoque une forte émigration vers les autres régions et l'étranger: une partie importante des prolétaires turcs, y compris dans l'émigration en Europe, sont kurdes. La «question kurde» est donc devenue une question centrale de la lutte prolétarienne: la lutte résolue contre toutes les discriminations et les répressions envers les kurdes, pour l'égalité complète des droits, est indispensable pour souder les rangs des prolétaires de Turquie. De leur côté les bourgeois attendent évidemment les divisions, suscitant et alimentant le nationalisme et le patriotisme turc et menant des campagnes répétées contre le «terrorisme», pour affaiblir la classe ouvrière en créant un fossé entre prolétaires kurdes et non kurdes.

Sur la base de la véritable oppression nationale subie par les Kurdes, le PKK entama en 1984 une guérilla pour obtenir l'indépendance de la région. Le conflit aurait fait des dizaines de milliers de morts; plus de 3000 villages ont été détruits par l'armée, causant, selon les chiffres officiels, le «déplacement» de plus de 375 000 personnes chassées de chez elles et réduites au statut de sans-abris. Cette brutalité et une répression constante des policiers, militaires et juges envers toute expression kurde, même la plus réformiste, poussèrent de nombreux Kurdes à sympathiser avec le PKK.

Bien qu'il se disait parti des travailleurs et qu'il se réclamait du socialisme, le PKK incarnait la réponse bourgeoise, nationaliste, à une oppression qui avait été aggravée par le coup d'Etat de 1980. Son «socialisme» n'était qu'une version du capitalisme d'Etat existant en Chine ou en URSS, et il lui servait à chercher un appui auprès de Moscou; d'ailleurs après la chute de l'URSS, le PKK abandonna aussitôt son discours pseudo-socialiste pour jurer de son respect envers les valeurs de l'Islam.

Puis il troqua la revendication d'indépendance pour celle d'une simple autonomie des régions kurdes au sein de la Turquie dans le cadre d'une organisation cantonale du pays: le «confédéralisme démocratique».

Rompant avec la politique habituelle des gouvernements turcs, et en dépit de l'hostilité des milieux nationalistes, des cercles militaires et même de quelques uns de ses partisans, l'AKP mit fin à certaines discriminations envers les Kurdes et aux harcèlements policiers et judiciaires qui étaient monnaie courante auparavant; il engagea des négociations avec le PKK qui, si elles n'avaient pas abouti à un accord définitif, avaient cependant conduit à la fin des actions de guérilla.

Mais depuis quelques mois le gouvernement Erdoğan avait repris la rhétorique anti-kurde traditionnelle. Ce n'était pas pour des raisons électorales, car l'AKP a perdu dans l'affaire ses électeurs kurdes, sans gagner d'électeurs nationalistes.

En réalité la classe dominante turque redoute plus que tout la création d'une entité étatique kurde autonome à sa frontière syrienne car celle-ci risquerait d'alimenter des poussées séparatistes parmi les masses déshéritées kurdes de Turquie. Le maintien, sinon de l'unité du pays, du moins de la permanence indiscutée de l'ordre bourgeois non seulement dans les régions périphériques pauvres du sud, mais dans les grandes

villes et les usines d'Anatolie ou du Bosphore, impose donc aux yeux des bourgeois que les Kurdes syriens ne réussissent pas à conquérir une indépendance de fait ou de droit.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement turc a fait tout ce qu'il pouvait pour laisser isolés les combattants kurdes de l'YPG (liés au PKK) à Kobané face à ceux de l'Etat Islamique (EI), réprimant de façon sanglante les manifestations de solidarité en octobre 2014 (plus de 30 morts). Il a longtemps refusé de s'engager militairement contre l'EI, et lorsqu'il s'y est finalement officiellement résolu sous la pression américaine et qu'il a autorisé l'utilisation de ses terrains d'aviation par la coalition anti-EI, il a en réalité dirigé l'essentiel de ses bombardements contre des positions du PKK en Irak et en Turquie, voire en Syrie.

Selon les autorités turques le bilan de la reprise en juillet des combats avec le PKK était à la mi-octobre de plus 150 morts parmi les policiers et les militaires, alors que plus de 2000 «terroristes» auraient été tués.

LE HDP, SYRIZA TURC

Le HDP, Parti Démocratique du Peuple, est un parti d'origine essentiellement kurde, proche du PKK, souvent décrit comme la vitrine légale de ce parti. Mais en fait il a réuni en son sein divers petits groupes et partis de gauche, écologistes, maoïstes, trotskystes, ce qui lui a permis d'avoir une audience nationale et le fait comparer au parti grec Syriza. Recueillant 13% des voix aux élections législatives de juin il a pour la première fois franchi la barrière des 10%, ce qui lui a permis d'obtenir des députés au parlement (80). La «gauche de la gauche» européenne a salué ce succès électoral avec presque autant d'enthousiasme qu'elle l'avait fait pour les victoires électorales de Syriza...

Le HDP pratique une stricte parité et une politique de quotas: il a 2 «co-présidents», un homme et une femme, ses candidats aux élections sont à 50% des hommes et 50% des femmes, et il réserve 10% des candidatures à des personnes LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi- et Transsexuels). Il n'hésite pas à parler d'autogestion, de lutte contre l'exploitation des travailleurs et à tenir des discours parfois anticapitalistes, etc..

Mais c'est fondamentalement un parti interclassiste réformiste. Officiellement associé au «Parti Socialiste Européen» (regroupement des députés européens sociaux-démocrates), il veut démocratiser la Turquie par l'instauration d'une nouvelle constitution qui garantirait les droits des minorités. Le HDP a servi d'intermédiaire dans les négociations qui ont eu lieu en 2013 entre le PKK et le gouvernement, et il a longtemps cru à la possibilité d'une reprise des ces négociations. C'est pourquoi, alors même que le gouvernement avait relancé la guerre avec le PKK, que l'AKP et Erdoğan multipliaient les dénonciations du «terrorisme kurde», que le premier ministre l'accusait ouvertement le HDP de complicité, et que ce dernier dénonçait les «actions criminelles de l'AKP», il n'a pas hésité à entrer dans le gouvernement intérimaire formé par l'AKP pour diriger le pays jusqu'aux élections!

Cela ne lui a pas épargné les accusations des médias proches de l'AKP et de Erdoğan lui-même de soutenir le terrorisme, ni évité les attaques contre ses permanences; ses ministres et députés ont été empêchés par la police de se rendre dans la ville de Cizre soumise à un blocus militaire, etc. Se trouvant dans une position de plus en plus intenable, le HDP a finalement été contraint de se retirer du gouvernement, à peine quelques semaines après sa formation.

Cette expérience en dit long sur ce que peuvent attendre de ce parti, non seulement les prolétaires, mais les masses pauvres en général, y compris kurdes: comme Syriza et comme tous les partis réformistes, le HDP ne peut en définitive que s'aplatir devant les exigences bourgeoises et défendre le capitalisme national.

Les partis réformistes, collaborationnistes, qui n'ont que les mots *paix* et *démocratie* à la bouche, sont des **adversaires** de l'émancipation prolétarienne; ils ne sont pas du côté des travailleurs, mais du côté

(Suite en page 6)

Le capitalisme français et la Turquie

Les relations politiques franco-turques étaient mauvaises à l'époque de Sarkozy, en raison de l'opposition affichée du gouvernement français à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ainsi que, plus accessoirement, de la reconnaissance par le parlement du génocide arménien.

Mais les relations économiques prospéraient et la coopération policière s'intensifiait (un accord officiel de coopération dans la lutte contre le «terrorisme» – lire: le PKK – avait été signé en octobre 2011 à Ankara entre les ministres de l'intérieur turc et français), même si Erdogan accusait la France et l'Allemagne de ne pas assez aider la Turquie sur ce terrain.

Sous Hollande, les relations politiques se sont réchauffées; il n'y a plus eu de déclaration contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe, le projet de loi sur le génocide arménien (la loi précédente avait été annulée par la Conseil constitutionnel) a été mis au placard et la collaboration policière ne s'est pas arrêtée, les autorités françaises se félicitant d'avoir mené «plusieurs actions policières et judiciaires contre le PKK».

Très soucieux des intérêts des entreprises françaises, les socialistes ne veulent pas prendre le risque de les compromettre par des gestes politiques inconsidérés! Il n'est donc pas question de critiquer l'attitude du gouvernement Erdogan vis-à-vis des Kurdes et de ses opposants en général...

Avec un stock de 8,8 milliards de dollars d'investissements, la France se situait en 2013 au septième rang des investisseurs en Turquie, qui sont majoritairement européens (81% du stock d'investissement étranger vient des pays de l'Union Européenne): le premier investisseur est les Pays-Bas (35,8 milliards), suivi de l'Autriche (16 milliards), l'Allemagne (15,9 milliards), la Grande-Bretagne (12,9), l'Espagne (11,4) et le Luxem-

bourg (9,4). La place de ce dernier pays et aussi en partie des Pays-Bas, s'expliquent non par leur puissance économique, mais par le fait que, pour des raisons fiscales, de nombreuses entreprises européennes y sont domiciliées: il sont en quelque sorte les relais de leurs investissements extérieurs.

400 entreprises françaises environ sont présentes en Turquie, et elles y emploient autour de 100 000 personnes. Elles se trouvent surtout dans le secteur de l'industrie (automobile, construction aéronautique, chimie), de l'énergie (Alstom), dans le secteur bancaire et financier (Axa, Groupama, BNP), etc (2). Par contre dans le secteur du commerce, plusieurs entreprises françaises ont quitté le pays ou réduit leur présence (Carrefour, Darty, etc.).

Par ailleurs, les industriels français de l'armement, en collaboration avec les industriels italiens, sont en lice pour un gros contrat de fourniture d'un système de défense aérienne, point faible des forces armées turques (les Américains et les Allemands sont en train de retirer de Turquie leurs batteries de missiles «Patriot» installées temporairement en 2013, officiellement pour dissuader des attaques syriennes, et en fait pour servir à la création d'une éventuelle «zone d'exclusion aérienne»).

Pour ce qui est du commerce extérieur turc, en 2014 les principaux clients du pays étaient l'Allemagne (9,6% du total) suivie de l'Irak (6,9%), de la Grande Bretagne (6,3%), de l'Italie (4,5%), de la France (4,1%), des Etats-Unis (4%), de la Russie (3,8%), de l'Espagne et des Emirats Arabes Unis (3%) chacun, et de l'Iran (2,5%).

Les principaux fournisseurs étaient la Russie (10,4%), la Chine (10,3%), l'Allemagne (9,2%), les Etats-Unis (5,3%), l'Italie (5%), l'Iran (4,1%), la France (3,2%), la

Corée du Sud (3%), la Suisse (2%), les Emirats (1,5%).

Globalement les pays européens sont les principaux débouchés de la Turquie (43,5% des exportations) et les principaux fournisseurs (36,7% des importations), la différence entre les deux étant due essentiellement à l'achat de produits pétroliers et gazeux qui se font évidemment hors d'Europe (3).

Ces chiffres montrent l'importance encore irremplaçable de l'Europe pour le capitalisme turc, en dépit de la progression des

marchandises chinoises, et de la faiblesse du débouché représenté par les marchés arabes (à l'exception du voisin irakien, par l'intermédiaire de sa région kurde). Cela constitue inévitablement une des bases de la politique extérieure de la Turquie.

(1) cf <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/turquie/la-france-et-la-turquie/>

(2) cf Service économique de l'Ambassade de France en Turquie, juin 2014. La part du Luxembourg s'explique par le fait que des entreprises d'autres pays y sont domiciliés pour des raisons fiscales.

(3) ibidem.

Turquie: guerre de classe ...

(Suite de la page 5)

des exploités, même quand ils sont la cible des forces bourgeoises réactionnaires comme hier au Chili ou aujourd'hui en Turquie. Les prolétaires ne peuvent pas compter pour se défendre sur ses faux amis qui les trahiront toujours. En Turquie comme partout, ils ne peuvent compter que sur leur propre lutte de classe, que sur leur organisation indépendante de classe, sur le plan de la lutte de défense immédiate comme sur le plan politique.

La situation des prolétaires turcs n'est pas facile, confrontés qu'ils sont à un Etat particulièrement brutal qui, pour assurer le bon fonctionnement du capitalisme, utilise tous les moyens, légaux et illégaux, qui passe alternativement et parallèlement de la méthode démocratique à la méthode dictatoriale de gouvernement.

L'horrible massacre d'Ankara, venant après les attentats et les attaques précédentes, démontre à nouveau que les appels à la paix ne sont que de la poudre aux

yeux et le cirque électoral une mortelle impasse. Devant les contradictions qui déchirent la Turquie capitaliste et, à un degré encore plus élevé, les pays moyen-orientaux voisins, s'ils ne veulent pas rester les éternelles victimes des capitalistes et de leur Etat, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que de lutter, et sur une base indépendante de classe.

Face à la guerre sociale que leur livre les bourgeois, il leur faudra s'engager, sous la direction de leur parti de classe internationaliste et international, dans la guerre de classe contre le capitalisme qui, surmontant toutes les divisions ethniques, religieuses et nationales, dépassera les frontières nationales pour embraser toute la région.

Le poids social que le développement même du capitalisme au cours de ces dernières années a conféré au prolétariat de Turquie est le gage qu'il possède la force potentielle d'accomplir cette tâche future grandiose, en liaison avec les prolétaires de tous les pays.

A bas le capitalisme!

Vive la guerre de classe!

Vive la révolution communiste internationale!

18/10/2015

A propos des luttes paysannes

Pendant l'été les manifestations de paysans ont défrayé la chronique; les éleveurs de bovins et de cochons et les producteurs de lait ont manifesté par milliers dans diverses régions, bloquant les routes, investissant parfois des supermarchés pour y détruire des marchandises étrangères ou s'attaquant à des camions étrangers, etc. Protestant contre la baisse des cours de leurs productions qui risque d'entraîner la faillite de beaucoup de petites exploitations, s'en prenant à la grande distribution, à la concurrence des paysans des autres pays, ils demandaient une hausse garantie du prix d'achat du lait et de la viande et une baisse des charges sociales.

Le mouvement a été encadré et dirigé par la FNSEA, le plus gros syndicat agricole, même si son président, Xavier Beulin, a été souvent hué par les manifestants, parce qu'il gommait les revendications les plus gênantes pour les industriels du secteur et qu'il se contentait de l'augmentation accordée par le gouvernement.

Xavier Beulin est non seulement un gros céréalier, mais c'est aussi un grand capitaliste: il dirige le groupe Avril, le leader industriel et financier français des huiles et protéines végétales (huiles Lesieur, Puget, etc.) et de l'alimentation animale (Sanders, etc.), le leader mondial de la glycérine végétale (élément essentiel des biocarburants), etc.; au conseil d'administration de ce groupe on trouve un ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous Chirac et l'ancienne patronne socialiste d'Areva, Anne Lauvergeon; parmi les nombreuses casquettes de Beulin, il y a la présidence d'un Think Tank créé par le mari de l'ancienne ministre socialiste et toujours présidente de la Commission des Affaires étrangères du parlement, Elisabeth Guigou, et financé en partie par un membre du clan Ben Ali (l'ancien despot tunisien) (1): le monde bourgeois est petit!

Il est évident que les intérêts des Beulin et autres représentants du secteur agro-industriel ne sont pas les mêmes que ceux

des petits producteurs dont ils utilisent la colère et le désespoir à leur profit; le petit syndicat «Confédération Paysanne» a ainsi décerné à Beulin le prix de «fossoyeur de l'agriculture» en raison de ses «conflits d'intérêts» avec ceux des paysans (2). Mais il n'est pas non plus si étrange que ces derniers suivent finalement un syndicat dirigé par de gros agrariens et capitalistes agricoles: leur nature de classe petite-bourgeoise fait qu'ils se tournent spontanément vers des bourgeois pour les défendre et les représenter. Comme les «gros», les petits paysans sont complètement immergés dans les lois du marché qu'ils ne veulent pas remettre en cause, même quand ils demandent à l'Etat de les protéger de la concurrence étrangère; comme eux ils cherchent à baisser le «coût du travail» de leurs employés, c'est-à-dire à les exploiter davantage, principalement en demandant une baisse des charges (ce qu'on appelle le «salaire indirect»).

La crise agricole actuelle, ou plus précisément la crise de certains secteurs agricoles, n'est en rien uniquement française: la chute des cours au niveau européen est la conséquence d'une surproduction chronique qui éclate régulièrement lorsque se tarissent les débouchés à l'exportation; dans le cas présent le facteur déclenchant a été la fermeture des marchés russe (en représailles aux sanctions imposées à la Russie par l'Europe après l'annexion de la Crimée et le soutien aux séparatistes ukrainiens) et, plus accessoirement, grec (à la suite de la crise de liquidités dans ce pays).

D'après les statistiques douanières les exportations agricoles françaises ont diminué de 23% l'an dernier, principalement à cause de l'embargo russe, dont une conséquence importante a été une aggravation de la concurrence entre producteurs européens par une guerre des prix. Cet embargo se serait traduit pour les producteurs français par une baisse du prix de 20 centimes au kg du porc et une baisse des cours du lait et produits

laitiers de 20%, selon les organisations professionnelles agricoles (3).

Si cette situation fait souffrir toutes les exploitations agricoles, elle est particulièrement dramatique pour les moins rentables (qui ne sont d'ailleurs pas toujours les fermes les plus petites comme le démontre la faillite de certains abattoirs): il est parfaitement compréhensible que leurs propriétaires se mobilisent et luttent pour ne pas disparaître!

Les médias ont souligné la perte de compétitivité des agriculteurs français qui se traduit par la baisse des parts de marché au niveau international face à des concurrents qui produisent moins cher: «le coût du travail est plus élevé en France et la taille des élevages plus faibles» qu'en Allemagne, le concurrent le plus redoutable: il y a dans ce pays «plus de 200 unités qui dépassent le millier de têtes [de bovins] quand en France, les unités de plus de 350 têtes se comptent sur les doigts de la main» et «la taille permet des économies d'échelle et donc des coûts de production plus bas» (4). Payer moins cher les travailleurs et accélérer la concentration des terres, telle est la voie indiquée par les bourgeois aux paysans pour «sauver» les différentes filières et l'agriculture française en général.

Mais c'est en fait la loi économique capitaliste de la concentration croissante des entreprises, y compris agricoles, qui est suivie de manière accélérée dans tous les pays d'Europe, la première puissance agricole de l'Union Européenne, la France, ne faisant pas exception à la règle!

Pendant longtemps la bourgeoisie française s'est efforcée de maintenir une masse importante de petits paysans à des fins de stabilité sociale, en quelque sorte comme un bouclier face au risque de la révolution prolétarienne, même si cela impliquait une moindre industrialisation du pays.

Après la perte de son empire colonial, et grâce au fait que l'emprise stalinienne sur la classe ouvrière lui garantissait qu'il n'y avait

plus de danger de ce côté, elle a pu «rattraper son retard» dans la ruine de la petite agriculture qu'engendre toujours le capitalisme: elle se lança au cours des années soixante et soixante-dix dans une politique de «modernisation» qui signifiait la liquidation de larges couches de la petite paysannerie (et d'autres secteurs petits-bourgeois), les condamnant à tomber dans les rangs du prolétariat, ce qui suscita d'ailleurs les premières grandes manifestations paysannes (et de petits commerçants et artisans).

A la fin des années 80, il y avait encore plus d'un million d'exploitations agricoles en France; elles étaient au nombre de 664 000 en l'an 2000 mais n'étaient plus que 490 000 en 2010, lors du dernier recensement; en conséquence la superficie moyenne des exploitations s'est accrue de 13 hectares en 10 ans pour atteindre les 56 ha (elle était de 15 ha en 1965). Cependant cette évolution n'est pas allée encore jusqu'à son terme, 30% des exploitations agricoles ayant moins de 10 ha alors que 20% ont plus de 100 ha (5).

Une particularité française actuelle est que la majorité de la main d'oeuvre agricole est non familiale, c'est-à-dire est composée d'ouvriers agricoles; et une autre est que c'est le pays en Europe qui compte la plus grosse proportion d'exploitations dont les propriétaires ne sont pas des personnes physiques, mais des sociétés ou des groupements: autrement dit c'est aujourd'hui un des pays européens où la structure agricole est la plus capitaliste (6).

QUELLE DOIT ÊTRE L'ATTITUDE DU PROLÉTARIAT FACE AUX LUTTES PAYSANNES?

Ce sont les lois fondamentales du système économique capitaliste, et non les manigances des uns ou des autres, le non respect des règles du marché équitable, la concurrence sauvage ou une mauvaise politique gouvernementale, qui condamnent inexorablement à la ruine des dizaines de milliers de paysans. La PAC (Politique Agricole Commune) et la politique gouvernementale ne

Luttes paysannes ...

font qu'exprimer ces lois, y compris quand le gouvernement décide que les fermes trop petites ne pourront pas avoir accès aux subventions européennes, réservées aux plus rentables (7)!

Engels expliquait déjà il y a 120 ans aux socialistes français (qui étaient d'authentiques révolutionnaires) que leur rôle n'était pas de soutenir la petite propriété paysanne, mais de faire comprendre dans la mesure du possible aux petits paysans en voie de prolétarianisation que leur véritable ennemi est le capitalisme et qu'ils doivent rejoindre la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renverser (8).

Ce n'est pas l'avis de certains «révolutionnaires» d'aujourd'hui.

Passons rapidement sur les «Lambertistes» du POI, qui sont évidemment «entièrement solidaires des agriculteurs qui se battent pour arracher des prix garantis leur permettant de vivre du travail de leurs exploitations familiales [sic!]» dans le cadre d'une «*issue démocratique à la crise dans laquelle s'enfoncent le pays*» (9); pour le marxisme démocratique signifiant interclassiste, on ne peut s'étonner de leur déclaration de solidarité avec une classe non prolétarienne et du charlatanisme de leur issue bourgeoise à la crise capitaliste.

Pour le NPA, il faut «être solidaires» du combat des paysans «pour réclamer un prix qui couvrent leurs frais d'exploitation et leur permettent de vivre», «en mettant en avant les intérêts communs à celles et à ceux qui vivent de leur travail, que ce soit à la ferme à l'usine ou dans un bureau» (10).

Cet appel en apparence anodin à l'union de tous ceux qui «vivent de leur travail», fait disparaître rien moins que la situation de classe différente et antagoniste entre le prolétaire et le petit propriétaire! C'est sans doute la raison pour laquelle le NPA ne parle pas plus que le POI de la revendication des paysans de baisser le coût du travail de leurs salariés: il serait plus difficile d'évoquer les intérêts communs entre les uns et les autres. D'autre part sur qui retombera l'augmentation des prix des produits alimentaires, sinon sur les prolétaires en tant que consommateurs? Alors que pour les bourgeois, s'ils ne s'alimentent pas au travers des circuits de luxe (produits bio et autres), cette augmen-

tation sera insignifiante...

Les prolétaires doivent réserver leur solidarité à leurs frères de classe que sont les ouvriers agricoles; au nombre de plusieurs centaines de milliers, ils n'ont dans plus de 80% des cas que des contrats précaires; ce sont souvent des travailleurs immigrés employés dans des conditions déplorables, parfois au noir, à la merci de leur patron. Les paysans peuvent bien être «exploités» par les gros capitalistes de la distribution ou de l'industrie, cela ne justifie en rien, comme le rappelait Engels, de passer sous silence ou d'excuser qu'ils exploitent leurs propres salariés!

Quant aux plus petits paysans qui n'utilisent qu'une main d'œuvre familiale, il ne faut pas oublier que même s'ils ont des conditions de vie et de travail difficiles, en tant que propriétaires de leur outil de travail, ils ont des intérêts distincts de ceux des prolétaires. Ces derniers n'ont pas à défendre les intérêts d'autres classes que la leur, ils n'ont pas à se solidariser avec ceux qui veulent défendre leur propriété, et par conséquent les fondements de l'organisation économique actuelle.

Lisons Engels: «*Disons-le franchement: (...) nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain que si nous lui faisons des promesses que nous savons ne pouvoir pas tenir. Nous sommes obligés de lui promettre non seulement de protéger sa propriété dans tous les cas contre toutes les puissances économiques qui l'assaillent, mais même de la délivrer de toutes les charges qui, actuellement, l'oppriment (...)* Si nous pouvions faire cela, nous reviendrions nécessairement au point de départ d'un développement qui a nécessairement abouti à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions accordé un quart d'heure de grâce!

Mais notre intérêt n'est pas de gagner le paysan du jour au lendemain, pour que, du jour au lendemain, il nous quitte, lorsque nous ne pourrions pas tenir nos promesses. Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron.

(...) Au contraire, le devoir de notre Parti est d'expliquer sans cesse aux paysans leur situation, qui est sans espoir aucun, aussi longtemps que le capitalis-

me sera au pouvoir; de leur montrer qu'il est absolument impossible de conserver leur propriété parcellaire en tant que telle; qu'il est certain que la grande production capitaliste passera par-dessus leur petite exploitation, impuissante et désuète, comme un chemin de fer écrase une brouette» (11).

Alors que le développement du capitalisme les condamne à disparaître, les petits paysans ont le plus grand mal à s'apercevoir que leur véritable ennemi est en fait le capitalisme, parce que comme toutes les couches petites-bourgeoises, ils vivent de ses rapports marchands.

Seuls peuvent s'en rendre compte et s'engager dans la lutte anticapitaliste ceux qui, menacés de faillite, sont sur le point de tomber dans les rangs du prolétariat. Ils ont alors la possibilité d'abandonner leurs intérêts de classe actuels pour épouser leurs intérêts de classe futurs: ceux du prolétariat. Mais la condition est que le prolétariat soit organisé et qu'il lutte en tant que classe contre le capitalisme, montrant ainsi dans les faits aux couches et classes menacées de prolétarianisation qu'il existe une alternative réelle à ce système. Si ce n'est pas le cas, la mobilisation de ces couches se retournera inévitablement contre les prolétaires, appelés à se sacrifier pour, sinon les sauver, au moins leur accorder un sursis.

C'est ce qui se passe aujourd'hui où l'on demande aux prolétaires de payer plus cher leur nourriture au nom d'une prétendue solidarité nationale avec les paysans. Il leur faut refuser ce piège qui, sans apporter autre chose qu'un répit éventuel et momentané aux paysans, ne fait que retarder l'apparition de la lutte de classe révolutionnaire, seule voie pour apporter une solution définitive aux difficultés et aux misères que le capitalisme inflige de plus en plus même aux couches non prolétariennes. A ces dernières les prolétaires, une fois qu'ils ont auront repris la voie de la lutte de classe, ne demanderont donc pas d'arrêter de combattre et d'accepter passivement leur sort, mais de rejoindre leur propre combat, non pour l'aménagement du capitalisme, mais pour son renversement!

(1) <http://www.lemonde.fr/les-deco->

deurs/article/2015/07/28/que-reprochent-les-detracteurs-au-patron-de-la-fnsea_4702196_4355770.html

(2) <http://www.agrisalon.com/actualites/2015/10/07/la-confederation-paysanne-decerne-le-prix-des-fossoyeurs-de-l-agriculture>

(3) <http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Quel-est-l-impact-de-l-embargo-russe-sur-la-filiere-agricole-francaise-2014-12-28-1259556>

(4) http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/09/30/pourquoi-l-elevage-francais-perd-pied_4778085_3234.html

(5) <http://www.challenges.fr/economie/20150217.CHA3146/l-agriculture-francaise-va-vraiment-mal.html>

(6) http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Farm_structure_statistics/fr

(7) <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=3985&PHPSESSID=naonlggg8emkdugthp pagpn9b4>

(8) Voir à ce sujet sur *Programme Communiste* n°1021 article: «*Le programme révolutionnaire de la société communiste...*».

(9) cf *Informations Ouvrières* n°368, 10-16/9/2015.

(10) <http://www.npa209.org/idees/l-agriculture-malade-du-capitalisme>. Réformisme oblige, ce texte parle d'un «*vaste chantier programmatique qui doit être abordé avec la majorité des agriculteurs et non contre eux*» entre autres en repensant «*de fond en comble*» «*l'accès au foncier, qui est une entrave à l'installation*»! Le programme communiste, lui, ne prévoit pas de repenser l'accès au foncier (c'est-à-dire à la propriété ou à la location des terres) de nouveaux exploitants agricoles, mais de supprimer la propriété privée et les entreprises individuelles, grandes ou petites, agricoles ou non...

Une autre tendance du NPA qui se prétend révolutionnaire, est en réalité tout aussi réformiste en affirmant qu'il existe «*une alternative à la disparition progressive des petits exploitants*»: se tourner vers «*une agriculture de qualité*». Autrement dit: produire cher pour les bourgeois! cf <http://www.revolutionpermanente.fr/Unete-de-colere-pour-les-eleveurs>

(11) cf Engels, «*La question paysanne en France et en Allemagne*» (1894), *Programme Communiste* n°65.

ESPAGNE

La police assassine à Salou un immigré. Flics catalans assassins ! Municipalité, Généralité, Etat coupables !

Le 11 Août, à six heures du matin, un groupe de la police régionale catalane, les *Mossos d'Esquadra*, a fait irruption dans un appartement de la ville de Salou où vivaient des immigrés africains gagnant leur vie par la vente de disques et de films piratés.

Selon la version officielle donnée par les Mossos eux-mêmes et répandus aux quatre vents par tous les médias, Mor, un revendeur parmi ceux qui habitaient l'appartement, «sauta» du balcon situé au troisième étage et se tua dans la chute.

En apprenant cette nouvelle les immigrés subsahariens du quartier, qui se livrent principalement à ce type de vente ambulante, descendirent dans la rue et affrontèrent pendant toute la journée la police, coupant la ligne ferroviaire Cambrils-Tarragone par des barricades. La circulation dans le centre de la ville est restée bloquée par les affrontements à partir de 11h 50 et pendant plus de cinq heures. Aux balles en caoutchouc des policiers anti-émeutes, les immigrés ont répondu par des jets des pierres, en renversant des poubelles et conteneurs pour empêcher leur avance et en attaquant les fourgons de police. Les magasins de la ville fermèrent à cause des troubles et en fin d'après-midi, un membre du consulat du Sénégal, pays d'origine de Mor, fut pris à partie par les Sénégalais eux-mêmes quand il se rendit sur les lieux de la mort de l'immigré.

Les *Mossos d'Esquadra* ont derrière eux une longue liste de morts.

Alors que les rapports d'ONG comme Amnesty International les situaient à la

deuxième place dans le classement national des tortures et sévices commis dans les postes de police (dépassés seulement par la police basque bien «formée» par la répression contre l'ETA et les milieux nationalistes), ils ont battu à mort deux personnes l'année dernière en pleine rue.

Auparavant tant les mouvements sociaux en Catalogne que divers collectifs groupés qui ont manifesté dans cette région ont éprouvé l'efficacité de leurs dispositifs anti-émeute, qui vont du canon à au pic à planter dans le corps des manifestants et des méthodes répressives utilisées pour contrôler tout élément subversif. La bourgeoisie catalane, qui a pris en charge les fonctions de sécurité par les forces de police depuis des années, est en dispute avec le reste de la bourgeoisie espagnole pour la collecte de l'impôt et la gestion des ressources publiques, mais elle l'imité en ce qui concerne l'organisation des forces répressives. Le prolétariat doit prendre note de ce qui l'attend derrière le projet nationaliste dont la bonté, maintenant défendue tous ceux qui prétendent faire partie de la classe ouvrière.

La première fonction de la police dans la société bourgeoise est de maintenir l'ordre qui permet le bon fonctionnement de l'entreprise. Et cet ordre doit être défendu en particulier contre les prolétaires. C'est ce qui est arrivé avec la mort de l'immigré ces jours-ci.

A Salou, village touristique sur la côte de Tarragone, l'afflux de visiteurs d'été est l'une des principales sources de revenus pour l'économie locale (boutiques, hôtels, bars,

etc). Il s'agit d'un des lieux du fameux tourisme «binge» qui voit pendant les vacances scolaires et en Juillet et Août, une invasion dans les rues de la ville de vacanciers à la recherche d'alcool et de plaisir à la grande satisfaction des autorités, pour qui il n'y a aucun problème d'ordre public dans cette situation, et des commerçants, qui accroissent leurs revenus en augmentant démesurément les prix et en écoulant des produits frelatés.

Dans ce cadre idyllique du commerce touristique, la présence d'immigrés vendant des copies illégales de DVD, de la musique ou des vêtements, constitue un problème pour la petite bourgeoisie locale qui vend des produits similaires et de la grande bourgeoisie de l'hôtellerie confrontée à des problèmes «d'ordre public et de bonnes moeurs» non causés par elle et qui ternissent l'image du lieu.

Voilà pourquoi la police régionale entre en action alors qu'elle permet par ailleurs que des milliers de vacanciers alcoolisés parcourent la plage, les rues et l'environnement naturel de la région. Les immigrés subsahariens sont un problème pour la bourgeoisie légalement établie parce que leurs petites affaires (qui sont souvent le seul moyen de survie pour ceux qui ont fui la misère et la mort dans les pays ravagés par les guerres, les épidémies et famines) font concurrence à ceux qui ont l'approbation de l'Etat pour s'installer dans la localité. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie font valoir leurs droits acquis pour supprimer

El Proletario

No 8 - Octubre-noviembre-diciembre de 2015

- Cuarenta años de paz
- Omnia sunt communia
- Sobre la crisis prolongada de la clase proletaria y sobre las posibilidades de su reanudación.
- La policía asesina en Salou a un inmigrante. ¡Mossos de Esquadra asesinos! ¡Ayuntamiento, Generalitat y Estado culpables!
- Grecia demuestra una vez más que es imposible luchar contra los ataques capitalistas por la vía electoral y reformista
- La «Izquierda de la Izquierda griega» y el referéndum
- Algunas cifras sobre Grecia y su endeudamiento

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

toutes les menaces sur leurs bénéfiques et elles font donc appel à la police pour expulser du marché des rivaux potentiels. Évidemment, ces rivaux ne sont pas exactement des concurrents.

Il s'agit d'une population immigrée empêchée par l'absence de papiers d'obtenir un travail régulier, qui n'ont d'autre possibilité que de travailler comme vendeurs ambulants pour des mafias qui se consacrent à la vente de produits illégaux contre lesquels l'Etat et sa police n'interviennent jamais (combien de navires sont contrôlés dans les

(Suite en page 8)

ESPAGNE

La police assassine un immigré

(Suite de la page 7)

ports de Barcelone ou de Valence quand ils déchargent ces produits en provenance de Chine ou de Turquie? Pas même un pour mille immigrés arrêtés pour avoir distribué des copies illégales).

Il s'agit en bref d'une population excédentaire pour le capitalisme, une main d'oeuvre qui ne peut pas être exploitée car cela ne lui permettrait pas d'obtenir un profit acceptable. La seule solution qui reste pour ces immigrés est le travail au noir avec le risque d'être expulsés, emprisonnés ou tués...

Lorsque cette population excédentaire travaille pour la bourgeoisie qui fait ses affaires en dehors du cadre légal, comme c'est le cas dans l'industrie des copies pirates de DVD, alors la loi intervient contre elle avec toute la brutalité dont sa police est capable. Dans ce cas, avec la justification tirée par les cheveux qu'il est «tombré de la fenêtre», elle a causé un mort, sacrifié sur l'autel du profit capitaliste.

Les immigrés, tant ceux qui travaillent dans une entreprise avec un contrat régulier, que ceux qui sont jetés entre les mains de la

bourgeoisie dite illégale qui exerce le même rôle d'exploitation de la force de travail, savent bien ce qui les attend quand ils partent pour l'Europe. Ils le savent quand deviennent des marchandises entre les mains de négriers qui les transportent à travers le Maghreb; ils le savent quand la police marocaine les entasse dans des lieux insalubres pour faire pression sur l'Etat espagnol; ils le savent quand ils risquent leur vie pour franchir les barbelés de Melilla ou pour traverser le détroit sur des embarcations plus que précaires; et enfin ils le savent quand, arrivés en Espagne, la police exerce une pression continue sur eux pour les tenir sous contrôle et empêcher qu'ils ne deviennent une source de conflit sur leur lieu de travail pour ceux qui en ont, ou dans les rues des villes, pour ceux qui sont réduits à la délinquance.

Et précisément c'est parce que les immigrés de Salou qui ont eu la mort présente quotidiennement depuis leur départ de leur pays d'origine, savent aussi quelle est leur place dans la société capitaliste, qu'ils ont réagi violemment à l'énième attaque de la police.

Pour ces immigrés la civilisation capitaliste et sa démocratie ont été, dès le départ, une arme braquée sur eux, au nom de laquelle ils ont été traités comme de véritables esclaves modernes. C'est pourquoi, pour protester contre la mort de leur camarade, ils ont utilisé des méthodes en rien civilisées et démocratiques comme les barrages de routes et de voix ferrées. L'ensemble des amortisseurs sociaux que la bourgeoisie utilise pour intégrer le prolétariat dans le système de collaboration entre les classes, ne fonctionne pas pour eux, précisément parce qu'ils sont complètement exclus de cette collaboration à partir du moment où ils sont rejetés aux marges de la société. C'est pour cette raison, parce qu'ils sont en dehors de tout cadre de «négociation» entre «partenaires sociaux», que leur réaction s'est manifestée en dehors des canaux que la bourgeoisie a mis en place pour éloigner les travailleurs du terrain de la lutte de classe. En ce sens, les immigrés africains de Salou ont montré aux prolétaires espagnols et immigrés qui voient aujourd'hui se détériorer leurs conditions de vie et à qui la bourgeoisie ne laisse aucune possibilité de changer cette situation, quel est l'avenir qui les attend et ce quelle est la vraie nature de la lutte à mener s'ils veulent l'éviter.

Si aujourd'hui, les travailleurs, employés ou au chômage, mais qui peuvent encore

jouir d'un minimum de garanties sociales, ne voient pas que la situation vécue par les immigrés réprimés et tués par la police est celle qui les attend, c'est parce que la force des illusions bourgeoises, qui sont basées sur l'inertie de décennies de collaboration interclassiste, pèse encore trop lourdement sur eux.

Mais, lentement, à mesure que la crise économique sape les fondements de la collaboration de classe, l'illusion qui règne parmi les prolétaires sur la possibilité d'une solution indolore à la détérioration de leurs conditions de vie, va disparaître.

Alors, revenant sur le terrain de la lutte de classe ouverte contre la classe qui détient la propriété des moyens de production, et qui décide du sort de millions d'êtres humains dans le monde, les prolétaires se lanceront dans le combat pour mettre définitivement fin à tout type d'exploitation de l'homme par l'homme et, par conséquent, à toutes les injustices et les méfaits qui l'accompagnent ce et qui continueront d'exister tant que le capitalisme restera en place

12/8/2015

Algérie

Le Parti des ennemis des Travailleurs

A la mi-septembre un communiqué de la présidence annonçait la mise à la retraite du général-major Mediène, dit «Toufik» le chef de la DRS («Département de Renseignement et de la Sécurité», l'ancienne redoutable «Sécurité Militaire»). Le limogeage de celui qui passait pour être un des hommes forts du régime est évidemment la conséquence des affrontements entre clans au sein des milieux dirigeants algériens, affrontements probablement aiguisés par la détérioration de la position économique du pays provoquée par la chute des prix du pétrole.

Selon la note de conjoncture de la Banque d'Algérie (septembre) sur l'activité économique du premier semestre 2015, l'économie a subi un «choc externe de grande ampleur». La valeur des exportations des produits pétroliers (qui représente presque 96% des exportations totales) a baissé de 43% par rapport à l'année précédente; les importations ont également baissé en valeur, mais dans une moindre mesure, de 10%, principalement en raison des mesures gouvernementales pour contenir le déséquilibre de la balance des paiements, devenue déficitaire cette année.

La valeur du dinar a baissé de plus de 20% par rapport au dollar (monnaie dans laquelle se fait le commerce pétrolier), quoiqu'elle soit restée à peu près stable par rapport à l'euro (la plus grosse partie des importations vient de la zone euro); l'inflation a inévitablement augmenté pour atteindre les 5% en rythme annuel en septembre, selon les chiffres officiels. Mais ces mêmes chiffres indiquent que la hausse des prix est plus forte pour les produits agricoles frais (plus de 9% en moyenne), notamment les légumes (14,68%), le prix des pommes de terre s'envolant de près de 59%! Autant dire que l'inflation impacte surtout les prolétaires et les couches les plus pauvres de la population.

Cela va poser inévitablement des problèmes de maintien de l'ordre au pouvoir, en plus du fait que le gâteau que se partagent les cercles capitalistes dirigeants tendant à se réduire, il va devenir de plus en plus difficile d'acheter la paix sociale en accordant quelques miettes aux prolétaires. L'augmentation du salaire minimum décidée en juin dernier relevait ainsi largement de la poudre aux yeux, surtout quand l'on sait que selon les statistiques officielles de l'ONS, plus de 15% des salariés touchaient déjà moins que le salaire minimum avant cette revalorisation; mais c'est désormais l'austérité qui est ouvertement à l'ordre du jour.

Le «Parti des Travailleurs» – organisation trotskyste «lambertiste» (1) – n'a pas hésité lors de son «université d'été», à en conclure par la bouche de Louisa Hanoune: «nous sommes dans une situation prérevo-

lutionnaire». Selon le quotidien qui rapporte ses propos (2), la dirigeante du PT «qui avait depuis longtemps mis en garde contre les risques d'une insurrection, estime que le pays n'est plus à l'abri d'une explosion révolutionnaire». Au lieu de se féliciter de cette perspective, le PT voit dans la révolution un «risque» dont il faudrait être «à l'abri»!

D'après Louisa Hanoune «le front intérieur est fragilisé politiquement, socialement et économiquement»; si l'Etat ne tire pas les leçons de ce qui se passe dans le monde arabe, en Syrie notamment, «le pays connaîtra des catastrophes». Le PT appelle à la formation de «comités populaires» pour «défendre les acquis sociaux et l'Algérie parce qu'elle risque de disparaître en tant que nation».

Mélanger la défense des intérêts des travailleurs avec la défense de la «nation» revient à soumettre ces intérêts aux intérêts bourgeois. La nation est composée de classes différentes, aux intérêts différents et opposés: la classe dominante possède toutes les richesses de la nation, la classe dominée ne possède rien, sinon sa force de travail qu'elle est obligée de vendre pour vivre. Y a-t-il un intérêt commun entre un chômeur ou un ouvrier et un patron d'une grande entreprise ou d'un affairiste de haut vol? Il n'y en a pas; les uns sont des exploités et les autres des exploités. Pour les prolétaires toutes les patries sont des bagnes où on les exploite, et les appels à «l'union nationale» entre les classes ne sont qu'une triste farce dont le but est de les empêcher de lutter contre leurs exploités. Il faut refuser cette union nationale et briser le «front intérieur» pour aller vers l'union de classe de tous les prolétaires, qui est internationale par nature.

Les trotskystes du PT, eux, viennent de faire une fois de plus la démonstration que la défense de la nation n'est pas autre chose que la défense des capitalistes: ils ont pris publiquement la défense d'Isaïa Rebrab, le patron du groupe Cevital, le premier groupe capitaliste privé algérien, dans le différend qui l'oppose au ministre de l'industrie (3). Présent dans de nombreux secteurs en Algérie, de l'industrie à la distribution en passant par la presse (quotidien *Liberté*), Cevital a racheté en France le fabricant d'électroménager Brandt, des aciéries en Italie et il a également des investissements en Espagne, etc. Alors qu'il est connu pour ses pratiques anti-syndicales dans ses usines, Rebrab a affirmé qu'une manifestation «spontanée» en sa faveur de ses plus de 3000 ouvriers était en préparation à Bejaïa...

Un authentique parti des travailleurs ne soutiendrait pas un patron, grand ou petit –

sans non plus prendre parti pour le gouvernement; même si les bourgeois se querellent entre eux, pour des questions d'argent ou des questions politiques, ils s'unissent toujours contre les travailleurs: la réconciliation entre le patron de Cevital et le gouvernement a finalement eu lieu...

Mais le PT ne s'est pas contenté de soutenir un grand capitaliste, il a aussi volé au secours du sinistre général Toufik et d'autres militaires comme le général Hassan (ancien chef des services de renseignement, réputé être l'homme de confiance de Toufik) et du général à la retraite Benhadid (auteur de violentes accusations contre des responsables du clan présidentiel), qui ont été arrêtés.

Dans diverses déclarations, Louisa Hanoune a affirmé que ces faits portent «atteinte au moral des troupes»: «on fragilise l'armée et la structure de lutte contre le terrorisme. Et c'est une source de démoralisation des soldats» (4); «l'Algérie n'a pas besoin de ces décisions à ce moment», car «l'Etat est la condition sine qua non pour l'existence de la nation» (5).

Pour le marxisme, d'après l'expression d'Engels, l'Etat, c'est «l'organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression»; et en définitive il se fonde donc sur «des détachements d'hommes armés» (6).

Le PT paraît avoir choisi de quitter le camp présidentiel pour rejoindre l'opposition, mais il n'a pas abandonné le camp bourgeois.

Adorateur fanatique de la nation, il est logique qu'il veuille défendre les capitalistes, l'Etat bourgeois et les militaires: il est bien le **parti des ennemis des travailleurs!**

(1) Les «Lambertistes» (du nom de leur ancien chef Pierre Lambert) sont un courant du trotskysme représenté en France par le «Parti Ouvrier Indépendant».

(2) cf *El Watan*, 25/8/15.

(3) Rebrab a été accusé de diverses maigouilles par le ministre, tandis qu'il accuse le gouvernement de bloquer le développement de son groupe.

(4) <http://www.tsa-algerie.com/2015/09/16/louiza-hanoune-met-en-garde-contre-les-consequences-du-limogeage-du-generel-coufique/>

(5) cf *El Watan*, 17/9/15

(6) Engels, «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat», cité par Lénine dans «L'Etat et la révolution», ch. 1.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au
«prolétaire»

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Quatrième liste 2015

Aix: 400,00 / Emilie: 75,50 / Fabien: 7,50 / François: 7,50 / Gilbert: 42,50 / L'indigent: 15,00 / Joël: 50,00 / Paris: 600,00 / Pour le PCI, pour le communisme: 12,50 / Thionville: 50,00 / Victor: 40,00

Total liste: 1300,50
Total général: 5605,50

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**